

Aujourd'hui
la Turquie

100

La République de Turquie a 100 ans !



Paix dans le pays, paix dans le monde
« Yurtta sulh, cihanda sulh »

K. Atatürk



Dr Gözde Kurt Yılmaz

L'un des enjeux les plus importants de notre époque est d'être un artisan de la communication. Cela s'applique également au domaine des relations internationales. La scène des relations internationales est plus encombrée que jamais. Les citoyens des différents pays ne sont plus de simples spectateurs, ils font partie du spectacle. Les interactions entre les individus de différents pays peuvent contribuer à établir des relations positives, ce qui peut créer un climat de confiance et de coopération entre les nations.

Les experts dans le domaine de la diplomatie publique, en tant qu'artisans de la communication, savent que la communication à notre époque doit être planifiée selon les principes de la communication stratégique, et que rien ne doit être laissé au hasard. Dans le cadre de la diplomatie publique, les pays tentent d'influencer l'opinion publique des autres pays conformément à leurs propres intérêts en utilisant leurs éléments culturels, artistiques et idéologiques, au lieu d'utiliser la puissance dure (puissance militaire et économique). Il convient ici de souligner l'importance du concept de « puissance douce ». La diplomatie publique peut être un outil permettant d'exercer une puissance douce, c'est-à-dire doté de la capacité d'influencer les autres par l'attraction, la persuasion et

La diplomatie publique, antidote aux guerres et aux conflits internationaux ?

l'appel, plutôt que par la coercition ou la force. La puissance douce, lorsqu'elle est exploitée efficacement, peut conduire à des résolutions pacifiques des conflits. La diplomatie publique est un outil important pour renforcer la compréhension et la confiance entre les pays et les peuples. Elle peut favoriser la compréhension interculturelle et promouvoir le dialogue entre différentes nations ou groupes. En créant des opportunités permettant à des personnes d'horizons différents d'interagir et d'échanger des idées, la diplomatie publique peut contribuer à instaurer la confiance et à réduire les malentendus susceptibles de conduire à des conflits. La diplomatie publique implique des échanges culturels, éducatifs et d'informations entre les peuples de différents pays. Cela peut aider à réduire les préjugés et à favoriser une meilleure compréhension mutuelle, ce qui est essentiel pour prévenir les conflits. On sait que les conflits sont motivés par les perceptions, l'identité, l'idéologie, la colère ou la méfiance, et la diplomatie publique peut offrir une nouvelle perspective en faisant changer les mentalités, que ce soit par la persuasion ou en ouvrant un espace politique pour la résolution des conflits.

La diplomatie publique est une approche efficace pour la communication de crise.

Lors de conflits ou de crises, la diplomatie publique peut être utilisée pour gérer les perceptions et transmettre la position d'un pays ou d'une organisation. Une communication efficace peut contribuer à prévenir l'escalade des conflits en fournissant des informations précises et en garantissant qu'une situation n'est pas mal comprise. Dans les situations de guerre et de conflit où la communication est d'une importance vitale, les activités de diplomatie publique sont utilisées comme un outil pour prévenir l'escalade des tensions et établir la paix. Les acteurs de la diplomatie publique, tels que les ONG, les universités et les médias, peuvent jouer un rôle actif dans la promotion de la paix et des valeurs pacifiques à l'échelle internationale.

La diplomatie publique est un type de langage qui favorise la diplomatie et le dialogue. Les initiatives de diplomatie publique peuvent plaider en faveur de solutions diplomatiques aux conflits et promouvoir le recours au dialogue et à la négociation comme moyen de résoudre les différends.

Cependant, si on peut dire que la diplomatie publique peut jouer un rôle dans l'atténuation des conflits et contribuer aux efforts de paix, il est important de reconnaître qu'elle ne peut à elle seule s'attaquer aux causes profondes des guerres et des conflits. De nombreux conflits sont liés à des facteurs politiques, économiques et historiques profondément ancrés qui nécessitent des solutions inclusives. Celles-ci peuvent inclure des négociations, des accords politiques, le développement économique, des efforts humanitaires et dans certains cas, des actions militaires. Si la diplomatie publique peut être un outil précieux pour la résolution des conflits et la consolidation de la paix, elle doit être utilisée en conjonction avec d'autres stratégies et actions. En fin de compte, la résolution des conflits nécessite une approche à multiples facettes qui prend en compte les circonstances et les causes spécifiques de chaque conflit.



“ Yaşamın gölgesinden seyrettim kendimi bir gölge misali hiçbir şey gerçek değildi unuttum geçmişi geleceği. ”

Elmaz Kocadon



Sipariş için bizimavrupa@gmail.com



Dr Olivier Buirette

Indépendante de l'URSS depuis le 9 avril 1991, la Géorgie a une population relativement homogène comportant 86,9 % de Géorgiens, 6,3 % d'Azéris et 4,5 % d'Arméniens pour un total de près de 4 millions d'habitants et une superficie de 69 700 km².

Bien qu'ayant fait partie de l'Empire soviétique, la Géorgie prend ses origines dès la plus haute Antiquité, divisée en deux régions : la Colchide sous influence grecque, et l'Ibérie sous celle de l'Empire parthe. Le tout fut intégré dans l'Empire romain du temps où il possédait le Caucase, et c'est surtout à l'époque médiévale que se forme, dès le V^e siècle, la nation médiévale géorgienne avec sa conversion à la religion orthodoxe.

Ce petit royaume sera alors souvent en conflit avec l'Empire byzantin voisin, et ce jusqu'au XIII^e siècle et l'arrivée des Mongols dans la région. La Géorgie deviendra ensuite successivement vassal des grands Empires voisins, soit Byzance, puis la Perse et enfin l'Empire ottoman.

Il faudra attendre le XVIII^e siècle pour voir brièvement renaître le royaume de Géorgie, mais la fin du siècle verra sa suzeraineté puis son annexion par l'Empire russe. À la faveur de la révolution bolchevique de 1917, elle connut une brève indépendance avant

Géorgie, terre des confins de l'Europe ?

d'être absorbée dans l'URSS en tant que République socialiste soviétique, une des 15 RSS de l'Union soviétique.

Après la chute du mur de Berlin le 9 novembre 1989, la fin du bloc de l'Est et de la guerre froide, la petite république redevint un état indépendant en avril 1991 sans attendre la désintégration de l'URSS en décembre de cette même année.

Dès lors, ce petit État se retrouva au cœur des problèmes politiques d'un Caucase désormais constitué d'une myriade de petits États indépendants.

À bien des égards, cette région nous rappelle la complexité des Balkans. Au sud du Caucase, c'est donc le fleuve antique Araxe qui est considéré comme la limite entre l'Europe et l'Asie. On retrouve donc des pays aussi complexes

que la Tchétchénie, l'Abkhazie, l'Ossétie au nord de la Géorgie, ou encore au sud l'Arménie dont nous connaissons encore aujourd'hui les problèmes des diverses enclaves.

La Géorgie n'échappe pas à la règle et depuis la fin des années 90, elle alterne des gouvernements partagés entre une volonté d'ancrage vers le monde occidental avec le souhait d'intégrer l'Union européenne et l'OTAN, et d'autres qui recherchent un équilibre avec la situation géopolitique complexe du pays et les pays qui l'entourent.

Quand on observe de manière globale cette géographie régionale du Caucase, on ne peut qu'être amené à réfléchir, là encore, sur les chemins à trouver un apaisement global, qui ne peut sans doute que passer par à la fois l'acceptation de part et d'autre des diversités, et la recherche de la construction d'un vivre ensemble.

Nous l'avons dit, la ressemblance avec la complexité de l'ex-Yougoslavie donne ici à réfléchir. Certes, les Balkans de l'Ouest ont connu une terrible meurtrière et longue guerre de 10 ans entre 1990 et 2000, mais à présent, la reconstruction régionale est à l'œuvre.

Pourquoi ne pas imaginer, dès que cela sera possible, un scénario similaire dans ce Caucase des confins européens que représente si bien la Géorgie ?





Ces 100 ans qui nous unissent

M. Jean-Michel Ducrot
Directeur du lycée Saint-Michel
> P. 4

France/Turquie : 100 ans de relations

Alors que la République de Turquie fête son centenaire et quelques semaines après avoir pris mes fonctions, je voudrais partager quelques réflexions sur ces cent années de relations entre nos deux républiques.

Isabelle Dumont
Ambassadrice de France en Turquie > P. 4



Les Belges et la Turquie : « Atatürk is magic ! »

Tim Van Anderlecht
Consul Général de Belgique
> P. 5



Aujourd'hui la Turquie



N° ISSN : 1305-6476

Istanbul - Paris - Ankara - Genève - Izmir - Bruxelles - Bodrum - Montréal



Bedri Baykam : « Atatürk a fait des miracles en quinze ans ! »

Hannah Berthomé > P. 7

35 TL - 9 euros

www.aujourdhuiturquie.com

Le Journal francophone de la Turquie numéro 224, Novembre 2023



Dr Mireille Sadège

Docteur en histoire des relations internationales

Le 29 octobre 1923, l'avènement de la République turque

En cette fin de mois d'octobre 2023, il règne à Istanbul un temps estival. Les rues se sont parées de la couleur rouge des drapeaux turcs qui flottent partout sur les façades des immeubles et les balcons, pour fêter un anniversaire. Mais pas n'importe lequel.

Voilà plusieurs années déjà que le compte à rebours a commencé pour cette date tant attendue, pleine de tant de symboles mais aussi de beaucoup de fierté. Le 29 octobre 1923, Mustafa Kemal Atatürk, celui qu'on nomme le père des Turcs, a fondé la République de la Turquie moderne.

Malgré un contexte économique très morose, une inflation galopante, une augmentation exorbitante du coût de la vie, une situation régionale de tension et de conflit et une conjoncture internationale incertaine, les Turcs tiennent à célébrer le centenaire de leur République. Car l'avènement de la République et son fondateur ont permis au pays d'accéder aux institutions démocratiques, ce qui reste rare dans la région. La Turquie devient alors un modèle pour ses voisins, notamment l'Iran et l'Égypte. Je me rappelle d'une vidéo d'archives où on voit en compagnie de Mustafa Kemal Atatürk le père du dernier shah d'Iran en visite en Turquie.



> P. 13

Vive la République !



Meliha Serbes

On a récemment beaucoup parlé du dîner organisé, à l'invitation de Macron, en l'honneur de la famille royale britannique. La réception, qui s'est tenue au château de Versailles, était de très haut niveau, avec vaisselle d'apparat... Brigitte Macron portait une longue robe en soie bleu nuit créée par Louis Vuitton. De son côté, la reine Camille avait choisi une marque française plutôt que britannique et portait une cape Dior sur mesure. Ce dîner diplomatique de haut niveau m'a fait remonter le temps. Je me suis souvenu d'Atatürk accueillant le roi d'Angleterre Édouard VIII à Istanbul en septembre



> P. 8

1936. Le roi a rencontré le général Mustafa Kemal au palais de Dolmabahçe. Comme le montre la photo, Atatürk, au moins aussi noble que le roi, éblouissait par son élégance, son maintien et sa prestance.

Atatürk a rencontré à plusieurs reprises des dignitaires étrangers, tant pour la conclusion d'accords que pour des réceptions officielles. J'ajouterai à mon article des photos de quelques-uns de ces événements. Par exemple, la photo du président Mustafa Kemal avec le maréchal russe Vorosilof après le défilé de la Fête de la République (29 octobre 1933) ; ou la photo d'Atatürk avec le Premier ministre grec Venizelos au bal de la Fête de la République (29 octobre 1930), qui reflète la noblesse de la nation turque.



Blanc cassé

Ali Türek > P. 13

Retour sur...

La République d'Atatürk, Derya Adıgüzel, p. 12

Hurafeci-Maddecı-Geyikçi Gençlik! Eren Paykal, p. 12

Les Feuilles mortes : une histoire d'amour..., Simruğ Bahadır, p. 14

Le Musée d'Art et de Sculpture de la Türkiye İş Bankası a ouvert ses portes aux amateurs d'art le 29 octobre



Ceux qui doivent tant à la République

Dr Hüseyin Latif > P. 5



France/Turquie : 100 ans de relations

Alors que la République de Turquie fête son centenaire et quelques semaines après avoir pris mes fonctions, je voudrais partager quelques réflexions sur ces cent années de relations entre nos deux républiques.

Bien sûr, il m'est impossible de ne pas évoquer ici le fait que la France est l'un des premiers pays à avoir reconnu le gouvernement de la Grande Assemblée nationale de Turquie avec le traité d'Angora signé le 20 octobre 1921. Beaucoup a été dit et écrit sur la suite, de la francophonie d'Atatürk aux ressemblances entre les constructions républicaines turques et françaises, dans la lignée d'une certaine tradition dans l'Empire ottoman où la France servait souvent d'inspiration aux sultans réformateurs. De même, l'Empire ottoman a exercé, depuis François 1^{er}, une fascination sur les élites françaises, tandis que la République de Turquie est souvent citée en exemple des grands projets de modernisation du XX^e siècle. Sur ces fondations solides, le cours de la relation bilatérale a suivi celui de l'Histoire, avec ses périodes fastes et celles plus difficiles. Mais notre lien franco-turc n'a jamais été rompu. Pour reprendre les mots du président Pompidou lorsqu'il recevait le Premier ministre turc Nihat Erim à Paris le 20 janvier 1972, nos deux pays « ne peuvent pas ne pas être d'ac-

cord, au plus profond d'eux-mêmes, pour encourager les pays de la vieille Europe et ceux de l'antique Méditerranée à rester eux-mêmes, à découvrir leur solidarité, à prendre la résolution, non de s'isoler, mais dans la fidélité aux alliances qu'ils estiment nécessaire à leur sécurité, d'affirmer leur indépendance et de s'appuyer les uns sur les autres pour la défendre et la consolider ».

Et le fait est qu'aujourd'hui, nos pays entretiennent une relation dense, diverse et avec un potentiel encore inexploité !

La densité, c'est d'abord notre coopération économique, où les investissements français dans ce pays qui représentent près de 5Md€ sont à l'origine de près de 315 000 emplois directs et indirects, alors que nos échanges commerciaux ont dépassé en 2022 les 20Md€. À cela s'ajoutent les 4Md€ investis par l'Agence française de Développement depuis vingt ans, avec des projets emblématiques comme les financements du tramway de la Corne d'Or à Istanbul, des ferries dans la baie d'Izmir, ou encore du métro à Ankara. Cette densité, c'est aussi les plus de 4 700 étudiants turcs que la France accueille cette année. De même, l'exceptionnel réseau éducatif francophone en Turquie, des lycées publics ou privés, jusqu'à l'Université Galatasaray qui fait de la Turquie l'un des quelques pays non

francophones dans le monde à disposer d'un cursus francophone complet, de la maternelle à l'université.

La diversité ensuite, c'est l'extraordinaire variété des liens qui nous unissent. Je pense à ce vocabulaire en commun que tout apprenant turc du français, ou français du turc, s'émerveille à découvrir : pour ma part, chaque jour je découvre un nouveau mot commun ! Il y a également ces Français venus s'installer en Turquie, lointains héritiers d'un certain Pierre Loti, qu'ils soient sportifs dans les meilleurs clubs du pays, expatriés ou franco-turcs, installés ici tout en gardant un lien fort avec la France. Je n'oublie pas la communauté d'origine turque en France, dont certains de ses enfants occupent des fonctions éminentes, y compris au ministère français des Affaires étrangères ! Je pense aussi à ces créateurs turcs présents à la dernière semaine de la mode à Paris, à ces cinéastes turcs primés dans les plus grands festivals français, à tous ces acteurs qui font de notre relation bilatérale une relation vivante, vibrante, dynamique, mais aussi solidaire, comme l'a montré l'aide française lors des terribles séismes qui ont frappé la Turquie en février dernier.

Le potentiel enfin, c'est celui de la jeunesse turque. Du jeune étudiant à l'école 42 à Istanbul, à l'employé de l'une des



400 entreprises françaises présentes sur le territoire turc, mais aussi tous les lauréats turcs bénéficiant de l'enveloppe de plus de 600 000 € de bourses financées par la France en Turquie en 2023. Ce sont tous ces athlètes turcs, volleyeuses, archers ou lutteurs, pour ne citer qu'eux, qui brilleront, j'en suis certaine, drapeau turc à la main sur le sol français l'année prochaine, pour les jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024. Ce sont tous les acteurs turcs et français avec qui nous travaillons au quotidien, pour accompagner la Turquie dans sa trajectoire zéro carbone.

La République de Turquie entre dans son deuxième siècle et la France est déterminée à l'accompagner vers son chemin et pour l'Histoire. C'est avec cette volonté que je conduirai l'équipe de France en Turquie. Vivent nos deux Républiques. Vive la Turquie, vive la France et vive l'amitié franco-turque !

* Isabelle Dumont
Ambassadrice de France en Turquie

Ces 100 ans qui nous unissent

À mon arrivée il y a 16 ans en Turquie, je ne savais pas que j'aurai la chance de me trouver encore dans ce beau pays lors des célébrations du centenaire de la République turque. Depuis le début de l'année 2023, j'ai senti, au sein même du lycée Saint-Michel, un engouement tout particulier pour cette fête du 29 octobre, au point que nous avons décidé de mettre en place un comité organisateur dédié à la préparation d'activités variées durant toute la semaine précédant cette fête.

Ainsi, nous organisons un concert en l'honneur du centenaire de la République, des interventions d'artistes divers témoignant de leur attachement aux valeurs qui la définissent, des activités également plus ludiques afin de sensibiliser les élèves dont nous avons la responsabilité.

En tant qu'éducateurs, nous devons expliquer ces valeurs républicaines fondamentales, telles que la liberté, l'égalité, la fraternité, la laïcité et la démocratie. Nous les encourageons à participer à la vie démocratique au sein même de l'établissement. Cela inclut bien entendu le vote lors des élections des délégué(e)s, des éco-délégué(e)s, du (de la) président(e) des élèves, mais nous insistons aussi sur l'engagement dans des organisations civiques ainsi que sur le suivi de l'actualité en Turquie et dans le monde.

Nous souhaitons amener nos jeunes à réfléchir aux meilleurs moyens de combattre la discrimination et l'injustice, pour devenir des défenseurs de l'égalité des droits pour tous les citoyens.

La République représente, en fait, une myriade d'actions de la vie citoyenne : encourager le dialogue et la tolérance,

s'engager dans des actions civiques, respecter les lois et les institutions, éduquer et sensibiliser, rester vigilant face aux menaces, dénoncer les discours haineux, les actes antidémocratiques et les atteintes aux droits de l'homme... Elle symbolise un engagement continu qui demande de la persévérance et du dévouement. Chacun peut y contribuer à sa manière en fonction de ses capacités et de ses convictions personnelles, et la jeunesse turque doit y croire et s'y engager.

Le dimanche 29 octobre, tous rassemblés à côté du drapeau de la République turque, élèves, professeurs et parents, nous allons nous retrouver pour célébrer des idéaux qui transcendent les frontières et les cultures, des valeurs qui nous unissent en tant que peuple. La République est tellement liée à la démocratie que je considère ces deux mots comme bien plus que de simples termes dans nos deux langues que sont le français et le turc. Ils incarnent le souffle même de la liberté et de l'égalité qui anime nos êtres et les citoyens de ce pays.

Comme le disait Mustafa Kemal Atatürk, la République demeure un symbole de renouveau, une sorte d'aube d'une ère nouvelle où le pouvoir appartient au peuple. Elle est le fruit d'un rêve où chaque citoyen est doté de droits inaliénables, où chaque voix compte, où

chaque opinion est respectée. En Turquie, nous nous tenons sur les épaules de générations qui ont aspiré à une société juste et équitable, où les individus ne sont pas jugés par leur origine, leur religion ou leur statut social, mais par leur force de caractère et leurs actions.

La démocratie, elle, représente la symphonie harmonieuse de ces voix diverses qui s'élèvent pour façonner un avenir commun. Elle nous rappelle que la dif-

férence est une richesse, que le débat est le socle de la croissance intellectuelle et sociale. Ici, nous avons le privilège de participer à cette symphonie en tant que personnes conscientes de nos responsabilités... Et ce, envers nous-mêmes, nos concitoyens et surtout pour les générations futures.

Toutefois, la démocratie reste un trésor fragile. J'ai moi-même vécu dans des pays qui ont vu choir leurs droits les plus élémentaires : Le Yémen et la Syrie. Elle exige donc un engagement constant, une vigilance sans faille pour préserver des acquis durement gagnés. Dans ce cher pays d'adoption qu'est la Turquie où j'ai la chance de vivre depuis longtemps, j'ai constaté que la démocratie était le fil conducteur guidant les pas depuis 100 ans, à travers les défis et les transformations. Les moments de joie et de peine, de triomphe et

Comme le disait Mustafa Kemal Atatürk, la République demeure un symbole de renouveau, une sorte d'aube d'une ère nouvelle où le pouvoir appartient au peuple.



de difficulté, ont été traversés ensemble grâce à ce principe fondateur.

C'est cette République turque à laquelle nous tenons tous qui nous pousse à entendre les voix de tous, qu'elles soient majoritaires ou minoritaires, à garantir la justice pour tous, à œuvrer pour le bien commun. Elle nous invite à construire des ponts plutôt que des murs, à forger des alliances plutôt que des divisions. Elle nous rappelle que le pouvoir doit être tempéré par la compassion, que les puissants doivent être redevables envers ceux qu'ils servent.

J'ai réellement le sentiment que nous sommes à un carrefour de notre histoire 100 ans après la création de la République turque. Et en tant que directeur d'un établissement scolaire, je rappelle aux élèves turcs qu'ils sont les gardiens du patrimoine démocratique et républicain, les artisans de l'avenir de cette nation, et qu'il est important de ne pas fuir leur pays mais de faire face aux défis de demain, et ce en façonnant l'avenir de leur Turquie. En embrassant la République et la démocratie, les jeunes incarnent l'espoir d'une nation pleine de sens et d'avenir.

* M. Jean-Michel Ducrot
Directeur du lycée Saint-Michel



Dr Hüseyin Latif

Docteur en histoire
des relations
internationales

Mon père est né en 1923 - du moins, c'est ce que disent les documents officiels. Il affirmait que l'année était correcte, mais qu'il ne connaissait pas la date exacte. Sur son acte de naissance, seule l'année était inscrite, mais ni le mois ni le jour... C'est pourquoi, lorsqu'il est devenu citoyen turc, on a indiqué la date du 1^{er} janvier 1923 sur son acte de naissance ! Pour dire vrai, cette date de naissance du 1^{er} janvier ne m'a jamais semblé très convaincante... J'ai donc choisi le 29 octobre comme date d'anniversaire pour mon père. Maintenant, il aurait exactement 100 ans !

Je sais que mon père est arrivé à Istanbul en 1950. Ainsi, cette année-là ou à la fin de 1949, il vint de Téhéran à Dizeci Halil, y épousa ma mère, et quelques mois plus tard, alla travailler à Istanbul, où vivaient déjà mon grand-père et d'autres membres de la famille depuis le milieu du XIX^e siècle.

L'Iran a été partagé et occupé par l'Union soviétique et le Royaume-Uni pendant la Seconde Guerre mondiale (1941-1946). Mon père a passé des moments difficiles à Téhéran, où il est allé pendant les années d'occupation. Il vendait des cigarettes sur un étal pliant, sur l'avenue Lalezar. Le Téhéran où vivait mon père, du moins pour lui, ce devait être à l'époque l'avenue Lalezar et la place Tupkhane (Tophane) ; car l'avenue Lalezar était sur ses lèvres pendant des années. Elle comptait beaucoup pour lui. Des années plus tard, j'ai découvert l'avenue Lalezar dans le livre de Nicolas Bouvier.¹

Un matin très tôt, mon père est monté dans un camion militaire soviétique et est parti à Téhéran. Mon père me répétait souvent : « Le soleil venait de se lever, c'était une douce matinée de printemps ! J'ai fait signe à un camion, mais je n'ai compris qu'il s'agissait d'un camion militaire que lorsqu'il s'est rapproché. Je pensais qu'il ne s'arrêterait pas ! »

Ceux qui doivent tant à la République

Sur le camion militaire, il y avait des soldats soviétiques qui chantaient joyeusement. Ils lui ont cédé une place dans le camion ouvert. En fait, était-ce vraiment une place ? Étant jeune et frêle, il était sans doute coincé entre eux. Les soldats lui ont donné de la nourriture et de l'eau. Finalement, tard dans la nuit, après un long voyage, ils l'ont déposé sur le bord d'une route dans un endroit proche de Téhéran, en lui disant « descends ici » et en lui souhaitant bonne chance. Je suppose qu'il ne m'a pas dit ce qui s'est passé ensuite, sinon je m'en serais souvenu ; il a dû parvenir d'une manière ou d'une autre à se rendre chez ses connaissances du village. Il semble qu'il ait réussi à se débrouiller avec le persan sommaire qu'il avait appris en deuxième année d'école primaire. Ses concitoyens villageois lui ont fourni comme premier capital une table pliante, des cigarettes, et il a commencé à les vendre. Les années ont passé ainsi...

L'auteur de *Cent ans de solitude*, Gabriel García Márquez, est né le 6 mars 1927 à Aracataca, en Colombie. C'est-à-dire que mon père n'avait que trois ou quatre ans à l'époque. Mon père n'a jamais entendu parler de Márquez, ni à cette époque, ni plus tard. Comment cela aurait-il été possible ? Où est Dizeci Halil



(Iran), et où est Aracataca (Colombie) ? La distance entre ces deux endroits est de 11 800 km. Mon père est né environ trois ans et demi avant Márquez, mais il est mort vingt ans avant lui. Gabriel García Márquez est décédé le 17 avril 2014.

Mon père a commencé à travailler dans les champs quand il avait trois ou quatre ans, et quand il a été un peu plus âgé, vers douze ans, il a commencé à labourer avec des bœufs. À la mort de sa mère, son père s'est remarié. La vie a continué ainsi, je ne connais pas grand-chose aux détails. Cependant, il disait souvent qu'il avait pu fréquenter l'école primaire pendant deux ans. La famille de Márquez, elle, était instruite, le père a suivi d'abord une formation de télégraphiste puis de pharmacien. La seule chose que mon père et Márquez avaient en commun, c'est qu'ils avaient de nombreux frères et sœurs.

Après Téhéran, mon père est retourné dans son village et y a épousé ma mère. De là, ils sont allés à Istanbul, où le père et l'oncle de ma mère et d'autres anciens de la famille travaillaient déjà depuis de nombreuses années. Lorsque mon père est arrivé à Istanbul, il a découvert une société qu'Atatürk avait transformée par ses réformes. Mes parents se sont conformés aux règles de cette société moderne avec beaucoup de respect, d'enthousiasme et d'admiration.

Mon père ne connaissait ni Sartre ni Victor Hugo ; il connaissait un peu Ferdowsi², Saadi³, Omar Khayyam⁴ et Hafez⁵. Mais il s'est approprié Mustafa Kemal Atatürk : c'était un grand leader et un ami du Shah d'Iran, Reza Pahlavi. Mon père a porté des chapeaux, des costumes, a demandé à ma mère de suivre des cours pour apprendre à lire et à

écrire, et de s'habiller comme une femme républicaine moderne. Par ailleurs, bien sûr, il nous a permis, à mon frère et à moi, d'étudier dans les universités les plus réputées de la République de Turquie. Il a soutenu notre formation doctorale et postdoctorale.

Tout cela s'est produit lorsque mon père a embrassé la République. Il est donc tout à fait normal que je considère que son anniversaire est le 29 octobre ! Vive le 29 Octobre, vive la République !

1- Nicolas Bouvier, *L'usage du monde*, p. 196, Éditions Payot, 1992.

2- Abū-l-Qāsim Man-ūr ibn -asan al-ū-i, surnommé Ferdowsi, est un poète persan du Xe siècle. Surnommé « le créateur de la langue persane », il écrit la plus grande épopée en langue persane intitulée *Le Livre des Rois*. Il est né dans le village de Badji à côté de la ville de Tous (Khorassan, Iran), vers 940. Il est mort probablement vers 1020.

3- Abū-Mu-ammad Mu-li- al-Dīn bin Abdallāh Shirāzī (mieux connu en Occident sous le nom de Saadi ou Sadi), né à une date incertaine, probablement vers 1210, et mort en 1291 ou 1292, est l'un des plus grands poètes et conteurs persans. Il est l'auteur de *Golestan* (Jardin de roses), de *Boustan* (Jardin de fruits) et du *Livre des conseils*, mais aussi de poèmes lyriques.

4- Omar Khayyām (v. 1048 à Nichapur, en Iran - v. 1131) est un poète et savant persan. On trouve son nom orthographié Omar Khayam dans les traductions d'Armand Robin (1958) ou de M. F. Farzaneh et Jean Malaplate (*l'édition critique de Sadegh Hedayat*, Corti, 1993). Sa date de naissance est supposée. Ses poèmes sont principalement écrits en persan alors que ses traités scientifiques le sont en arabe.

5- Hafez, de son nom littéraire Chams ad-Dīn Mohammad Hafez-e Chirazi, est un poète, philosophe et mystique persan né vers 1325 à Chiraz (Iran) et mort à l'âge de 64 ans, probablement en 1389 ou 1390. Il serait le fils d'un certain Baha-ud-Din. Hafez est un mot arabe, signifiant littéralement « gardien », qui sert à désigner les personnes ayant « gardé », c'est-à-dire appris par cœur, l'intégralité du Coran. Il est surtout connu pour ses poèmes lyriques, les ghazals, qui évoquent des thèmes mystiques du soufisme en mettant en scène les plaisirs de la vie. *Le Divan* est une œuvre lyrique qui contient tous les poèmes de Hafez ; une œuvre mystique que l'on trouve chez la majorité des Iraniens.

Les Belges et la Turquie : « Atatürk is magic ! »

À l'occasion de chaque anniversaire, et certainement au moment de la célébration d'un centenaire, il est approprié de revisiter ses moments fondateurs.

Tout nouvel arrivant en Turquie ne peut qu'être frappé par la manière dont la Turquie d'aujourd'hui est encore imprégnée par les personnes, les moments et les valeurs qui ont été à la base de la République turque.

Lors de dîners diplomatiques avec des interlocuteurs turcs, il n'est pas rare d'entendre des louanges à propos d'Atatürk, le seul révolutionnaire de sa génération à avoir réussi à ériger un État qui perdure encore aujourd'hui. Comme quelqu'un me le confiait : « Atatürk is magic ! »

Ces valeurs continuent d'inspirer et peuvent être adaptées par chaque nouvelle génération selon sa propre vision.

Cela a été vrai au cours du siècle passé, et cela perdurera dans l'avenir.

Les destins des populations belge et turque sont étroitement liés depuis près de 60 ans. En 1964, nos deux gouvernements ont signé un accord d'immigration, un moment que nous célébrerons l'année prochaine. Cet accord a marqué le début d'une relation profonde qui, contrairement à l'époque ottomane, ne se limitait pas aux élites économiques ou politiques de nos deux pays.

Pendant plus de six décennies, soit les deux tiers de l'histoire de la République turque, les Turcs ont trouvé leur chemin vers la Belgique : des travailleurs migrants, leurs familles, puis des étudiants, des entrepreneurs turcs et des entreprises. Aujourd'hui, la diaspora turque est devenue un élément intégrant de la société belge.

De même, les Belges ont découvert la Turquie. Plus de 500 000 Belges visitent chaque année la Turquie : pour travailler, étudier, mais surtout pour voyager et savourer ses attractions touristiques, ses traditions culinaires, ses sites historiques et sa splendeur naturelle.

Ce qui a initialement commencé comme une entreprise économique au début du centenaire de la République s'est transformé en des liens personnels exceptionnels.

En d'autres mots, votre fête est également notre fête. Je souhaite à tous ceux qui se sentent concernés par ces célébrations des moments fantastiques.

Personnellement, en tant qu'amateur de feux d'artifice, j'attends avec impatience le spectacle magnifique qui illuminera le Bosphore.



* Tim Van Anderlecht
Consul Général de Belgique

Plus de sept mois après le séisme, Gaziantep s'adapte

Le 6 février 2023, la Turquie et la Syrie étaient touchées par deux puissants tremblements de terre de magnitude 7,8. Alors que de nombreuses images des zones touchées circulaient dans les médias, les ONG ont réagi et sont intervenues rapidement. Le gouvernement turc, en revanche, a été vivement critiqué pour son absence et son manque de réactivité lors des premiers jours. Plus de sept mois après cette tragédie, qu'en est-il de la situation à Gaziantep ?



Le premier séisme s'est produit à proximité des villes de Gaziantep et de Kahramanmaraş du côté de la Turquie, tandis que le deuxième, plus tard dans la même journée, a eu lieu à une centaine de kilomètres au nord-ouest du premier, au nord d'Ekinözü. Des répliques puissantes se sont ensuite succédées. Heureusement, ces deux villes n'ont pas été complètement dévastées. En revanche, la zone intermédiaire (Nurdağı, Pazarcık, en direction d'Adıyaman et de Malatya) a été fortement impactée. Ainsi, à Gaziantep, seuls les quartiers ouest ont été détruits. **Le château historique de Gaziantep sérieusement touché**

Au centre de Gaziantep, le célèbre châ-

teau a été endommagé par les secousses, tout comme le dôme et le mur oriental de la mosquée Sirvani, construite au XVII^e siècle. En ce qui concerne le château, certains bastions des parties est, sud et sud-est ont subi d'importants dégâts. Les grilles en fer qui entouraient le château sont tombées sur les trottoirs environnants, et le mur de soutènement s'est effondré. Les murailles présentent de grandes fissures. Le château, construit aux II^e et III^e siècles puis rénové au VI^e, est aujourd'hui à nouveau plongé dans les travaux pour une durée indéterminée, et l'on peut voir depuis le pied de l'édifice des engins de rénovation.

Les préfabriqués à la rescousse des marchands

Les vendeurs du bazar et du centre-ville de Gaziantep ont également été impactés par les tremblements de terre. Bien que les locaux qui les abritaient n'aient pas été détruits, le gouvernement turc a donné l'ordre aux commerçants de quitter les lieux en raison des risques d'effondrement consécutif au séisme. Afin qu'ils puissent continuer leur activité, le gouvernement leur a fourni des préfabriqués installés notamment dans les rues proches du château. C'est le cas pour Obada, vendeur de bijoux et de tissus sy-

rien, arrivé à Gaziantep depuis plusieurs années. Grâce aux nouveaux locaux fournis par l'État turc, il peut continuer de vendre sa marchandise et de perpétuer cette ambiance de bazar turc que l'on retrouve également dans cette ville proche de la Syrie.



Gaziantep, de refuge à site dévasté

C'est le titre qu'a choisi le journal *Aljazeera* pour décrire la situation actuelle de la ville : « Turkey's Gaziantep goes from a refuge to a site of devastation ». En effet, Obada n'est pas le seul Syrien réfugié à Gaziantep, qui est située à seulement quelques kilomètres de la frontière syrienne : environ un quart de la population est composé de Syriens qui ont fui la guerre depuis 2011. Depuis plus

réemment, la ville accueille également des réfugiés ukrainiens. Ainsi, Gaziantep est devenue une vraie ville d'accueil pour ceux qui fuient leur pays. Les habitants de Gaziantep étaient donc habitués à voir des camps de réfugiés syriens : il y en a cinq dans la ville, majoritairement constitués de tentes. Mais depuis février dernier, de nouveaux camps ont vu le jour et cette fois-ci, de nombreux Turcs y vivent. Toujours dans la partie ouest de la ville, ces camps ont été construits pour ceux qui ont perdu leur logement dans les tremblements de terre. Tout comme pour les marchands, le gouvernement turc leur a alloué des préfabriqués. Seulement, ce sont des familles entières qui se partagent ces minuscules espaces. Les ONG qui opéraient déjà dans la ville auprès des Syriens ont à présent diversifié leur activité afin d'aider également les victimes du séisme.

Ainsi, le travail de reconstruction des habitations et des esprits prendra certainement encore des mois. Les habitants trouvent cependant des alternatives, contraints de s'habituer à la situation. Mais ils se demandent où sont passées les recettes de la « taxe séisme » mise en place après 1999.

* Hannah Berthomé

Lampedusa, point de transit des Ivoiriens

Sur le papier, la Côte d'Ivoire a tout pour être bon élève : la Banque mondiale estime que le pays enregistre l'un des taux de croissance économique les plus rapides et soutenus en Afrique subsaharienne depuis plus de dix ans. Cependant, les Ivoiriens semblent être plusieurs dizaines de milliers à vouloir quitter leur pays et sont massivement présents dans les derniers contingents d'immigrés clandestins arrivés à Lampedusa. Malgré les réussites économiques affichées, les Ivoiriens ont l'air déterminés à quitter leur pays au point de risquer leur vie. Comment peut-on expliquer ce phénomène, et que se cache-t-il derrière la croissance économique du pays ?

« Une trajectoire économique positive et une situation politique et sociale stable »

Tels sont les termes utilisés par la Banque mondiale pour décrire la situation actuelle de la Côte d'Ivoire. On y observe une croissance du PIB réel de 8,2% en moyenne sur la période 2012-2019, une bonne capacité à rebondir économiquement après la crise du COVID-19, et une place centrale en Afrique en tant que hub économique régional et terre d'accueil pour des ressortissants des pays de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Le pays a stimulé la consommation privée, augmenté l'investissement public ou encore les salaires des fonctionnaires.

De vraies réformes structurelles ont été mises en place, comme en atteste la « Vision Côte d'Ivoire 2030 » présentée par le gouvernement. Ce programme, dont le secteur privé est le fer de lance, devrait permettre la création de plusieurs millions d'emplois, de réduire le taux de pauvreté, de doubler le revenu par habitant sur dix ans, et d'accroître le taux d'investissement global.

Du côté politique, les différents acteurs se sont engagés à parvenir à la réconciliation nationale, à l'issue d'un dialogue politique entre gouvernement, différentes formations politiques et société civile. La situation semble ainsi être relativement stable.

14000 Ivoiriens à Lampedusa en septembre

En revanche, selon l'agence européenne Frontex, environ 14 000 Ivoiriens figuraient parmi les clandestins ayant débarqué sur l'île italienne Lampedusa en septembre 2023. Bien que ce chiffre soit contesté par les autorités ivoiriennes, cela ferait de la Côte d'Ivoire le deuxième pays pourvoyeurs de migrants clandestins vers l'Europe après la Guinée.

La Côte d'Ivoire, victime d'affairisme au pouvoir

D'après le journal *Marianne*, la majorité des Ivoiriens ne serait en réalité pas impactée par la réussite économique du pays et côtoierait toujours la pauvreté. Les clandestins affirment d'ailleurs vouloir quitter la Côte d'Ivoire pour des raisons économiques, pour la recherche d'un emploi ou pour tout type d'opportunité de business. En effet, seules les personnalités proches du pouvoir semblent tirer profit des avancées économiques de la Côte d'Ivoire. L'opposition au pouvoir, le PDCI (Parti Démocratique de Côte d'Ivoire) ainsi que l'ancien président déchu Laurent Gbagbo, estiment que la croissance du PIB n'impacte pas les Ivoiriens, qui semblent de plus en plus dans la pauvreté.



Les élections municipales de septembre remportées par le parti au pouvoir

Le 2 septembre 2023 avaient lieu les élections municipales en Côte d'Ivoire. Malgré la pauvreté persistante et l'accumulation de la richesse du pays autour du pouvoir, le parti au pouvoir a largement remporté ces élections. Le Rassemblement des Houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP) l'emporte en effet dans 123 municipalités et 25 régions. Toutefois, à deux ans de la présidentielle, le taux de participation ne s'élève qu'à 36 %. Bien que le parti d'opposition de l'ex-président ivoirien Laurent Gbagbo ait annoncé le 30 septembre rejeter les résultats de ces élections, la situation en Côte d'Ivoire semble loin du changement. Les Ivoiriens semblent avoir peu de contrôle sur l'affairisme qui sévit dans le pays, et leur seule option reste la fuite vers l'Europe, cette migration étant plus attirante pour eux que de rester en Côte d'Ivoire. Mais les chances de réussite sont faibles, et la situation des clandestins illégaux arrivant à Lampedusa reste très compliquée.

* H. B.



Bedri Baykam : « Atatürk a fait des miracles en quinze ans ! »

À l'occasion du centenaire de la République turque, Bedri Baykam s'est confié sur sa vision de la Turquie moderne et du kémalisme. Artiste pionnier du mouvement néo-expressionniste, Bedri Baykam est un vrai enfant de la République. Issu d'une famille engagée et membre du CHP, il continue de défendre ses idéaux sociaux-démocrates et kémalistes dans l'espoir de perpétuer l'héritage d'Atatürk. Pour Aujourd'hui La Turquie, il est revenu sur les fondements du projet d'Atatürk et de la République turque, et sur les dérives islamistes que la Turquie ne cesse de connaître. Enfin, il parle de ses envies et de ses idéaux pour une Turquie qu'il chérit plus que tout.

Comment définiriez-vous la République turque ?

Il faut parler de la République turque aujourd'hui, mais avant cela, il convient de parler de la République telle qu'elle a été créée en 1923. Avec la victoire de la guerre d'indépendance et le Traité de Lausanne, la République créée par Mustafa Kemal a profondément marqué le monde. Il ne faut pas oublier que c'est le seul pays qui combine l'islam comme religion dominante avec une république démocratique. Ce n'est donc pas facile de construire une république démocratique laïque dans une région du monde aussi problématique, avec des voisins tels que l'Irak ou l'Iran animés par un conservatisme islamiste. Actuellement encore, c'est le seul pays musulman où la démocratie et la laïcité arrivent à se maintenir presque intactes.

Quel a été le projet de la République turque lors de sa fondation par Mustafa Kemal, et comment a-t-il évolué au fil des années ?

Atatürk est resté au pouvoir quinze ans, de 1923 jusqu'à sa mort en 1938. En quinze ans, il a réussi à faire une véritable **révolution culturelle** et de très grandes réformes qui ont complètement transformé la Turquie et bouleversé positivement son image dans le monde : réformes de l'alphabet, vestimentaire (port du fez remplacé par le chapeau...), égalité hommes-femmes sur le plan juridique (droit de vote des femmes en Turquie en 1934)... Atatürk a transformé la vision de la République en lui donnant pour base un grand projet éducatif fondé sur la science et l'art (développement des arts plastiques, du théâtre, du cinéma, de l'opéra). Le pays sortait à peine d'une grande et difficile période de guerre, mais Atatürk est parvenu à dégager des moyens pour financer tous les domaines artistiques. Il s'est inspiré de la culture occidentale évidemment, mais les pays occidentaux ont aussi, de leur côté, admiré Atatürk et ses réformes.

Atatürk est mort en 1938, puis a éclaté la catastrophe que fut la seconde guerre mondiale. Je ne sais pas ce qui serait arrivé s'il avait été vivant, mais il aurait tout fait pour éviter qu'elle soit aussi grande et douloureuse. Pour lui, la guerre n'était explicable et défendable que si votre pays était assiégé, occupé ou attaqué. Toute sa pensée est basée sur la liberté. Il a créé une république où tous les citoyens sont égaux, sont libres, ont accès à l'éducation et aux soins de santé, et jouissent des droits sociaux. Même ses ennemis en Europe ont témoigné leur admiration envers cet homme qui non seulement les a battus sur les champs de bataille, mais a changé la Turquie en si peu de temps. Atatürk défendait son pays, mais respectait même ses adversaires de guerre ! Il a toujours gardé des relations très courtoises avec les États européens, tout en essayant de semer des valeurs de paix universelle et d'amitié. Il a accordé beaucoup d'importance à la sauvegarde de la paix universelle, non seulement pour préserver la Turquie, mais aussi pour éviter de nouveaux conflits mondiaux. Sa plus grande crainte était que l'Alle-

magne ne commence une guerre à la fin des années 1930... Avant 1923, il avait déjà de grandes visions démocratiques et contemporaines d'un pays idéal qu'il allait créer. Il a réussi à sauver la Turquie de ses ennemis, mais également à oeuvrer très vite, car il avait tout prévu. En quinze ans, il a réussi à réaliser ce que d'aucuns n'auraient pu faire en quarante, cinquante ans. Il s'est inspiré des mœurs européennes, des lois suisses et françaises, du monde artistique occidental, et a compris comment l'Empire ottoman s'était sabordé lui-même en négligeant la science et le progrès à cause d'une interprétation néfaste de la religion.

Atatürk a si parfaitement conçu et fondé la République turque avec ses institutions, selon le concept universel de république laïque démocrate et d'égalité pour tous les citoyens, que le constat de ce qu'elle est devenue aujourd'hui ne peut qu'être amer. Depuis 70 ans, les politiciens trahissent son héritage. Ismet İnönü, deuxième président de la République, s'est attaché d'abord à faire durer cette révolution culturelle, laïque, démocratique. Entre 1950 et 1960, la Turquie a ensuite été gouvernée par le Parti démocrate qui avait gagné les élections organisées démocratiquement. Malheureusement, ce Parti dit démocrate s'est comporté de façon plutôt antidémocratique pendant cette période : ils ont emprisonné beaucoup de journalistes, de jeunes leaders politiques, et ont joué sur la force de l'islam. S'ensuivit le coup d'État de 1960, puis une nouvelle constitution en 1961, l'une des meilleures : elle est très libertaire, égalitaire, défend les droits des universitaires, des jeunes, des syndicats.



Sur les quarante années qui ont suivi, plusieurs gouvernements de droite se sont succédés (Demirel, Özal...), entrecoupés de deux gouvernements Ecevit. Ces gouvernements de droite firent régulièrement des concessions aux mouvements islamistes dans un objectif électoral, mais les fondements de la République étaient tellement forts que malgré toutes les attaques, ce qu'a instauré Atatürk continue d'exister. Les femmes étudient librement, elles font du sport librement, malgré les attaques des islamistes. La Turquie est en train de vivre une vraie dichotomie entre cette grande République égalitaire, donnant des droits aux femmes et prônant la paix et l'humanisme, et toute cette fermeture sur la religion que les politiques de droite veulent imposer. Plus que le CHP, ce sont les fondements de la République qui résistent à l'AKP. Par exemple, concernant les droits de la femme,

la Turquie a retiré sa signature du Traité d'Istanbul à cause des pressions des groupements religieux sur Erdoğan. Mais malgré toutes ces attaques, la Turquie a presque réussi à maintenir son identité républicaine telle que l'a voulue Atatürk.

Quelles sont les valeurs de la République turque définies par son fondateur ?

« Paix dans le pays et paix dans le monde » est la phrase la plus célèbre d'Atatürk. Il était un grand défenseur de la paix universelle, en plus de la paix intérieure en Turquie. Il a mis en place une grande révolution culturelle fondée sur les mœurs, sur les droits du citoyen pour lesquels il s'est inspiré de la Révolution française. Il s'est imaginé un pays idéal basé sur les principes d'égalité des citoyens, des droits démocratiques, dans un monde vivant dans la paix universelle. C'est ainsi qu'il créa la République turque. Il a fait des miracles en quinze ans ! Atatürk n'a jamais été contre la religion, mais il était contre le fondamentalisme islamiste. En vrai laïque, il respectait la religion, mais ne voulait pas qu'elle ait son mot à dire dans la politique et les affaires de l'État.

Qu'est-ce que cela signifie pour vous de célébrer le centenaire de la République turque aujourd'hui ?

Je me sens investi d'une grande responsabilité. Beaucoup de Turcs estiment que tout va mal en Turquie et veulent partir vivre en Amérique ou en Europe. Moi, je me sens responsable. Je ne suis pas responsable de ce que la Turquie est en train de vivre, mais je me sens responsable de la situation et du devenir de mon pays, et je ne veux pas le quitter. Que ferait Atatürk à notre place ? C'est la question que je me pose. S'il a réussi à opérer de tels changements en si peu de temps après la guerre d'indépendance, alors que les moyens faisaient cruellement défaut, rien ne permet de dire que l'on ne peut pas sauver le pays aujourd'hui. Chaque jour, je sens que les yeux, l'ombre et l'âme d'Atatürk nous regardent. Je prends toutes mes décisions en me demandant ce qu'il aurait fait, il me semble l'entendre nous prodiguer ses conseils.

Quelle est l'importance de la République turque à l'international ?

La Turquie a toujours été ce pays dans le point d'inflexion entre l'Orient et l'Occident, entre l'Europe et le Moyen-Orient, par sa situation géographique exceptionnelle. Nous avons une grande responsabilité à l'international, car si la Turquie continue à défendre sa position de pays laïc démocratique malgré la très longue période Erdoğan, elle sera un exemple capital pour le reste du monde. En effet, il y a une montée du fondamentalisme islamique, même en Europe. C'est très important que la Turquie réussisse à sauvegarder la place de la femme dans le pays, malgré les attaques. Je suis un homme et c'est pourtant ma préoccupation principale : ce que les femmes subissent dans certains pays et risquent de subir ailleurs dans les années à venir, je trouve ça très dangereux. C'est pour cela que je fais de la politique : pour défendre les droits des



femmes, des journalistes ! Avec l'association des artistes turcs (UPSD) dont je suis président, nous luttons également contre la censure envers l'art, comme nous l'avons fait par exemple lors de l'exposition contemporaine à Feshane cette année qui a fait l'objet de pressions pour être fermée. Quand on veut tout interpréter en fonction de la religion, il n'y a plus de limite. C'est la raison pour laquelle je me sens autant responsable. Je lutte contre les actions antidémocratiques mais aussi contre cet état d'esprit, même au sein de mon propre parti.

Comment pensez-vous que la Turquie est perçue en Europe ?

Quand les touristes arrivent en Turquie, ils sont sidérés. Les grands médias européens et occidentaux ne reflètent pas assez le style de vie turc actuel ni la vie artistique du pays, l'influence toujours vive des idées d'Atatürk... Les institutions et les médias européens agissent ainsi depuis longtemps, et c'est regrettable. Par exemple, par rapport à l'année 1968, on ne parle jamais de la Turquie alors qu'elle a été le pays le plus marqué par le mouvement de mai 68. Elle a eu son propre Che Guevara avec Deniz Gezmiş, mais l'Europe n'en sait rien. Il y a de tels préjugés envers la Turquie parmi la presse et les intellectuels occidentaux, qui restent très euro-centristes de façon ignare... J'ai d'ailleurs écrit un livre sur ce sujet : *Sur le droit de peindre des singes* (1994).

Quel est votre idéal de république ?

L'idéal serait que les gens puissent devenir facilement membres des partis politiques, et que chaque membre dispose d'une carte digitale qui lui permette de choisir directement ses représentants au sein du parti - donc de pouvoir choisir sans passer par les délégués. Je lutte pour le vote électronique depuis des années, je pense que c'est la seule solution pour que les élus reflètent vraiment la volonté des membres du parti. On veut pouvoir regarder le futur avec espoir, continuer à lutter démocratiquement, être membre d'un parti géré démocratiquement. C'est ce qui permettra à la Turquie de garder ses libertés dans son mode de vie, dans l'éducation, dans la défense de la laïcité.

Comment les jeunes se situent-ils dans cette conjoncture ?

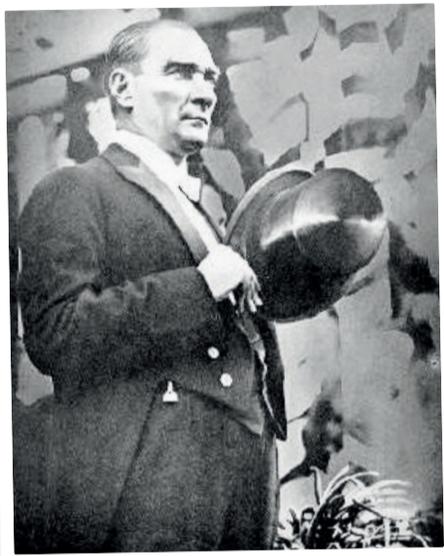
Les jeunes se répartissent en trois groupes. Il y a des jeunes qui veulent quitter le pays, qui ont perdu la volonté de lutter pour les principes fondateurs de notre république, et c'est triste. Il y a aussi la jeunesse pro-Erdoğan. Mais il y a encore et surtout une autre jeunesse qui, marchant résolument sur les traces d'Atatürk, continue à croire fermement en ses valeurs.

* Propos recueillis par Hannah Berthomé

Vive la République !

(Suite de la page 1)

De même, le costume sur mesure, la chemise, la pochette et les accessoires que Mustafa Kemal portait avec le Premier ministre hongrois Betlen lors du bal de la Fête de la République (29 octobre 1930) témoignent de son bon goût. Ces photographies, que j'examine avec fierté et admiration, sont chargées de tant de signification...



Il y a beaucoup à dire sur les invités, les vêtements d'Atatürk et ces réceptions, mais j'aimerais parler un peu de la République... Comme on le sait, la Fête de la République est une fête nationale célébrée chaque année le 29 octobre, en commémoration de la proclamation de la République à la Grande Assemblée nationale turque le 29 octobre 1923. Et cette fête a commencé à être célébrée comme fête nationale en vertu d'une loi promulguée en 1925.

En espérant célébrer encore de nombreux jours de Fête de la République, qu'Atatürk a qualifiée comme la plus grande des fêtes, vive la République ! Lors du défilé de la Fête de la République à l'occasion des célébrations du troisième anniversaire de la République le 29 octobre 1926, un an après la « Révolution du Chapeau », Atatürk portait une redingote avec un chapeau haut de forme à la main, et regardait le défilé debout.

Le 5^e anniversaire de la République fut célébré par un défilé officiel et une cérémonie à Ankara. İsmet İnönü, Kâzım Özalp et Atatürk marchant devant l'Assemblée, c'était l'image qui allait inspirer la nation turque pour des générations. Ce moment inoubliable a fait la couverture du *Servet-i Fünun*, l'un des journaux de l'époque. Vous pouvez trouver ce numéro et bien d'autres dans les Archives académiques de l'Université d'Ankara. J'ajouterai un lien vers ce site à la fin de l'article.¹



Ce numéro, daté du 8 novembre 1928, contient des textes ottomans écrits à la fois en alphabet latin et en caractères arabes. J'ai lu le journal avec admiration et je vous recommande fortement d'y jeter un œil.

Et la plus grande réception de cette période a été donnée à l'occasion du 10^e anniversaire de la République. Une photographie que nous connaissons tous très bien immortalise les célébrations de ce 10^e anniversaire. Le Premier ministre İnönü, le président Atatürk, le maréchal Fevzi Çakmak et le président de la Grande Assemblée nationale turque, Kâzım Özalp, sont à la tribune. Des festivités et des retraites aux flambeaux avaient été organisées pour la nation turque, saluée par 21 coups de canon. La lecture de l'acte de proclamation de la République fut ponctuée de 101 coups de canon - les tirs au canon aux nombres de 7, 14, 21 ou 101, étant une forme de salut militaire. Par chance, il existe un enregistrement audio du *Discours du dixième anniversaire* prononcé par Atatürk lors de ces célébrations.

Dans ce *Discours du dixième anniversaire*, il est expliqué contre qui, pourquoi et comment la lutte nationale a été menée. Débutant par « Nation turque », il se termine par la célèbre phrase : « Heureux celui qui peut se dire Turc ! ». Il ne commence pas par « Peuple de Turquie » ou par « Peuples de Turquie »... Nous le partagerons sur les comptes des réseaux sociaux du journal.

Les célébrations de la Fête de la République, la plus grande des fêtes pour Atatürk, ont eu lieu dans tout le pays. Elles se déroulaient avec la participation d'au moins un dixième de la population de chaque localité, dans un endroit où il était possible de réunir le plus grand nombre possible de participants. Ces endroits furent nommés « Place de la République », et l'objet de cérémonies d'inauguration.



Des bals de la République furent organisés, des hymnes furent composés, des poèmes furent écrits. J'aimerais voir un tel enthousiasme pour le 100^e anniversaire, mais je dois avouer que ce devait être quand même un peu ennuyeux ! Pour les célébrations du 10^e anniversaire, des comités ont été rapidement formés ; on a déterminé les images à placer sur les timbres-poste, paquets de cigarettes et autres articles monopolistiques, et des feux d'artifice ont été prévus. Les chambres de commerce et d'industrie furent invitées à publier des bulletins, et des drapeaux de toutes tailles ont été envoyés au public. L'organisation du parti a été informée que les fournitures de vêtements pour les sol-



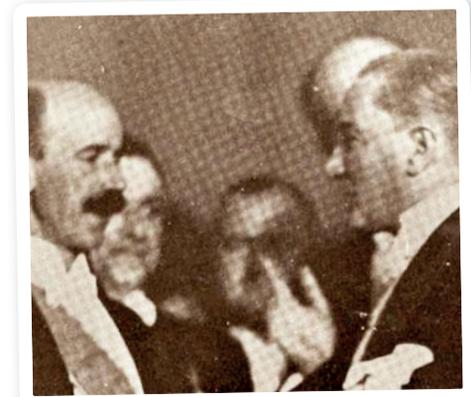
dat, gendarmes, étudiants et fonctionnaires, ainsi que les achats de vêtements par les citoyens pour leurs enfants, devaient coïncider avec la Fête de la République. Des demandes ont été adressées aux ambassades afin d'organiser efficacement les célébrations à l'étranger, et 200 000 affiches de 25 types différents ont été imprimées. Afin d'expliquer à l'étranger les spécificités de cette décennie de République, le livre du dixième anniversaire, son résumé en français et 40 photographies de Turquie ont été envoyés aux ambassades. Les cérémonies du dixième anniversaire ont été évoquées à la radio à Vienne, Bucarest, Budapest et Varsovie, et des cérémonies se sont déroulées dans les ambassades de divers pays européens.



Des pièces de théâtre comme *Kahraman (Le Héros - Faruk Nafiz)*, *Mavi Yıldırım (L'Éclair bleu)*, *Yarım Osman (Mi-ottoman - Aka Gündüz)*, *Şeriye Mahkemesinde (Au tribunal de la charia - I. Refik-Ahmet Nuri)*, *On Yılın Destanı (L'Épopée de la décennie - Halit Fahri)*, *İstiklal (L'Indépendance - Reşat Nuri)* et *Uyanış (L'Éveil - Kazım Nami)* ont souligné les aspects négatifs de la période précédant la République, et la supériorité des valeurs que l'on œuvrait à instaurer avec le nouveau régime. Mais j'aimerais que davantage d'œuvres soient écrites et mises en scène de la même manière pour le 100^e anniversaire. Nous avons seulement écouté avec grand plaisir à l'AKM la chanson *Dünya Anne (Mère Monde)*, chantée par Serenad Bağcan, qu'a composée Fazıl Say pour célébrer le 100^e anniversaire de la République sous un angle complètement différent, sur des textes de nos poétesses féminines. J'attends donc avec impatience les concerts et les spectacles théâtraux du 100^e anniversaire. J'espère que ce sera un moment inoubliable et que nous nous en souviendrons pendant des années.

Lors de la célébration du 10^e anniversaire, pour la cérémonie organisée à Ankara le 29 octobre, le public a rempli la salle de cérémonie dès 9 heures du matin. Ont assisté à la cérémonie des représentants étrangers comme une délégation soviétique dirigée par le maréchal Varoshilof ; le général Adamides, commandant de l'armée de l'air représentant la Grèce ; l'ambassadeur à Moscou Nadolny, au nom de l'Allemagne ; le ministre de l'Éducation Boyacıyef et le général Narkaf, pour la Bulgarie. Mustafa Kemal Atatürk s'est rendu à 9h15 à la Grande Assemblée nationale turque, où il a reçu des diplomates étrangers et prononcé un discours après avoir reçu leurs messages de félicitations. La cérémonie a commencé par la transmission de l'hymne national à la radio, puis Mustafa Kemal a prononcé le discours historique du dixième anniversaire, et le public a entonné la marche du dixième anniversaire. La cérémonie, qui a débuté à 10 heures, s'est achevée à 14h30. Les célébrations, qui se sont déroulées avec une intense participation du public pendant la journée, se sont poursuivies le soir avec la retraite aux flambeaux, dans le même enthousiasme. De nombreuses personnes, y compris des délégations étrangères, ont assisté aux bals de la République clôturant cette belle célébration.

À présent, j'attends avec impatience les célébrations et les réceptions qui auront lieu à Ankara, Istanbul et même à Paris. Je veux célébrer une fête inoubliable, digne d'un centenaire. Je suivrai avec plaisir toutes les cérémonies officielles, dans la crainte cependant que la célébration de cette année ne soit éclipsée par certains événements. En espérant assister aux célébrations du 125^e et même du 150^e anniversaire de la République... Vive la République !



N. B. Article écrit par les synthèses des infos : (<https://www.atam.gov.tr/>) et <https://ataturkansiklopedisi.gov.tr>
1- <https://dspace.ankara.edu.tr/xmlui/bitstream/handle/20.500.12575/16377/08.11.1928.pdf?sequence=1&isAllowed=y>

L'Institut du Bosphore, élément clef dans les relations franco-turques

Le 20 octobre 2023 avait lieu le 13^{ème} séminaire annuel de l'Institut du Bosphore. Le magnifique palais ottoman Sait Halim Pasha, au bord du Bosphore, a réuni des figures importantes et représentatives des relations franco-turques : des politiques, des diplomates, des personnalités œuvrant pour des organisations ou institutions européennes, des chefs d'entreprises exerçant des activités dans les deux pays, des présidents de think tanks... Des acteurs de premier plan des milieux économiques, politiques, intellectuels ou médiatiques, de France, d'Europe et de Turquie, étaient ainsi présents pour débattre des grands enjeux actuels. L'objectif était également d'aborder les perspectives de stratégies pour un avenir commun entre la Turquie et l'Europe.

Autour d'une table ronde, ils ont ainsi analysé le rôle de l'Union européenne dans les nouvelles tendances mondiales et son futur avec la Turquie ; les opportunités commerciales et économiques pour la France et la Turquie, notamment après le séisme de février 2023 ; et enfin, le rôle des nouvelles technologies et du soft power numérique dans les relations internationales. La diversité des milieux

et des pays dont les intervenants étaient issus a rendu le débat très intéressant en apportant des points de vue différents et variés sur ces sujets. Tout le monde avait cependant à cœur de renforcer encore davantage les relations franco-turques.

L'Institut du Bosphore : un think tank pour favoriser les relations entre la Turquie et la France

Considérant la qualité des intervenants présents lors de ce séminaire, il convient de donner quelques explications sur l'importance de l'Institut du Bosphore et son rôle clef. L'Institut du Bosphore revêt le statut de think tank, c'est-à-dire de groupe de réflexion ou laboratoire d'idées. Les think tanks permettent le regroupement d'experts, notamment dans des domaines politiques et économiques,

afin de produire de la recherche et des études, souvent dans la perspective d'aider les décideurs politiques.

À l'initiative de la TÜSIAD, un groupement de chefs d'entreprise et d'entrepreneurs turcs qui cherche à promouvoir la compétitivité de la Turquie, l'Institut du Bosphore a été créé en 2009. Il rassemble ainsi un large panel de personnalités : politiciens, économistes, intellectuels, hommes d'affaires. Caractérisé comme un espace de débat libre et objectif, l'Institut du Bosphore aborde des sujets géopolitiques, économiques et socio-culturels, pour souligner l'implication de la Turquie dans la collectivité mondiale, en particulier dans sa proximité avec la France et le processus d'intégration européenne. Basé à Paris, l'Institut du



Bosphore est l'un des moteurs actifs du débat sur la Turquie en France. Outre les séminaires et les débats qui sont organisés, le think tank publie régulièrement des études sur des points précis de politique économique internationale. Ainsi, même si cela n'est pas toujours évident, la France et la Turquie sont de grands partenaires commerciaux qui ont besoin l'un de l'autre. Il est important de continuer à débattre de ces relations pour les renforcer davantage, notamment dans un contexte de nouvel ordre mondial et de multiplication de conflits armés. Bien qu'il soit à présent impossible d'imaginer pour la Turquie enfin une entrée dans l'Union européenne, des accords alternatifs doivent continuer à être trouvés afin d'approfondir les relations politiques et économiques avec la France, et plus généralement l'Union européenne.

* Hannah Berthomé



Mouvement de révolte à l'Institut polaire français : une illustration du manque de reconnaissance des chercheurs français



Ils sont diplômés, qualifiés, voire dotés d'une certaine expérience professionnelle, travaillent à l'autre bout du monde et font avancer la science, mais ils ne perçoivent qu'une indemnité de 1000 euros... C'est la situation dans laquelle se trouvent les chercheurs français qui travaillent dans les Terres australes et antarctiques françaises pour l'Institut polaire français Paul-Émile-Victor. Le journal *L'Humanité* a rapporté le début d'un bras de fer entre l'Institut polaire français et ces chercheurs qui ne bénéficient que d'un statut précaire de volontariat de service civique.

L'Institut polaire français est sous statut de groupement d'intérêt public, et doit donc exercer une activité d'intérêt général sans revêtir de caractère lucratif. Il

a pour vocation de mettre en œuvre des projets scientifiques dans des milieux dont les spécificités (climat, isolement, etc.) requièrent des compétences et des technologies adaptées. L'Institut finance et sélectionne ces projets après avoir évalué les propositions de divers scientifiques.

Pour la quarantaine de personnes recrutées chaque année, trois différents types de contrats sont possibles : un volontariat de service civique, un volontariat international en administration ou bien un contrat à durée déterminée. Tandis que le contrat à durée déterminée ne concerne que les personnes ayant au minimum cinq ans d'expérience, le volontariat de service civique s'adresse aux jeunes diplômés de plus de 18 ans, et doit faire l'objet d'une mission d'intérêt général.

L'indemnisation et la couverture sociale sont financées par l'organisme d'accueil et dépendent donc de celui-ci. L'Institut polaire s'était engagé à employer les jeunes concernés pour une période de 6 mois en campagne d'été, et de 13 mois pour un hivernage, et de leur verser une indemnité brute de 1076,50 euros.

Ces chercheurs subissaient déjà des préjugés quant à leur qualification, étant

considérés comme des stagiaires par les militaires et les salariés sur place, et ce malgré le haut niveau réel de ces jeunes scientifiques souvent titulaires d'un master et dotés d'une certaine expérience. C'est le cas de Diane, qui s'est exprimée dans les colonnes de *L'Humanité* : ingénieure en informatique, titulaire d'un master en cybersécurité, elle a travaillé trois ans auparavant au ministère des Armées. Cependant, malgré toutes ces qualifications, elle n'est aux yeux de l'Institut qu'une simple volontaire. Les missions qu'elle effectue en Antarctique sont en revanche cruciales pour le climat et la biodiversité.

Mais ce qui a achevé de cristalliser la colère de ces scientifiques, c'est la baisse soudaine de leur indemnité. Elle est en effet brusquement passée de 1050 euros à 850 euros. L'Institut a annoncé qu'en raison d'un contrôle Urssaf, ils devaient payer leurs cotisations CSG et CRDS avec effet rétroactif. Les chercheurs, isolés et ne pouvant être rapatriés avant novembre, ont tout de même décidé d'entamer un bras de fer avec l'Institut polaire français pour exiger le respect du droit du travail. Mais surtout, ils espèrent enfin une reconnaissance de leur travail.

Il est regrettable de constater que les chercheurs et les universitaires du secteur public ont à présent l'habitude des contrats précaires et du manque de reconnaissance des universités et des institutions. Ils doivent lutter pour trouver des financements et cela, dès leur thèse. Face aux faibles subventions publiques qui leur sont attribuées, ils doivent souvent recourir à des financements privés, qui sont compliqués à trouver. En 2020, la France avait d'ailleurs été confrontée à de nombreuses manifestations de leur part, en opposition à une nouvelle loi de programmation pluriannuelle de la recherche. Les chercheurs estimaient que cette réforme augmenterait davantage la compétition dans le milieu de la recherche, tout en favorisant les contrats précaires.

Trois ans plus tard, la colère des scientifiques de l'Institut polaire français s'inscrit ainsi dans cet esprit de révolte qui touche la recherche française depuis quelques temps. D'une manière générale, leur lutte illustre la faillite du service public en France. Et elle ne touche pas seulement la recherche : l'hôpital, notamment, en est l'une des principales victimes.

* H. B.

Aujourd'hui
la Turquie



Édité et Distribué en France par Les Éditions CVMag sarl, 1-3 rue d'Enghien 75010 Paris - France, Tél : 06 80 32 45 17 • Directeur de la publication : Hugues Richard • Rédacteur : Daniel Latif • Commission paritaire : 0723 | 89645 • www.aujourdhuilaturquie.com • alaturquie@gmail.com • Editeur en Europe : Les Éditions CVMag • No ISSN : 1305-6476 • Les opinions exprimées dans les articles de notre journal n'engagent que leurs auteurs. Édition Turquie : Bizimavrupa Yay. Hiz. Ltd. Kadıköy, Moda Cad. 59 İstanbul • Tél. 0 216 550 22 50 • Genel Yayın Yönetmeni: Hossein Latif Dizadji • Sorumlu Yazışmaları Müdürü : Ahmet Altunbaş • Comité de rédaction / Yayın Kurulu : Hüseyin Latif (Directeur), Mireille Sadège, Ali Türek, Aramis Kalay, Daniel Latif, Derya Adıgüzel, Eren Paykal, Ersin Üçkardeş, Hugues Richard, Sırma Parman, Meliha Serbes • Comité de soutien : Nolwenn Allano, Kenan Avci, Nami Başer, Burcu Bayındır Dramalı, Kemal Belgin, Haydar Çakmak, Berk Mansur Delipinar, Bilge Demirkazan, Mehmet Erbak, Sinem Çakmak, Nedim Gürsel, Sühendan İlal, İnci Kara, Sati Karagöz, Zeynep Kürşat Alımur, Onursal Özatacan, Richard Özatacan, Selçuk Önder, Sırma Parman, Hacer Tan, Selçuk Önder, Kasım Zoto • Publicité et la communication: Bizimavrupa / CVMag • Conception : Ersin Üçkardeş, Merve Şahin • Imprimé par Yıkılmazlar Basın Yayın Ltd. Şti. Evren Mah. Gülbahar Cad. No: 62/C Güneşli • Distribution : NMPP • Tous droits réservés. Aujourd'hui la Turquie est une marque déposée • ALT - Okur ve Yazar Temsilcileri Konseyi (CORELE): Kemal Belgin, Celal Bıyıklıoğlu (Président), Erkan Oyal, Merve Şahin.

Bulletin d'abonnement

12 numéros 85 €

altinfos@gmail.com

61 ans après la guerre d'Algérie, les relations diplomatiques franco-algériennes toujours sous tension

Ancien département français, l'Algérie fut de 1954 à 1962 le théâtre d'une guerre qui s'inscrivait dans un mouvement général de décolonisation qui affecta les empires occidentaux après la seconde guerre mondiale. Stéphane Aubouard, pour Marianne, en compagnie de l'invité Xavier Driencourt, revient sur les spécificités algériennes des relations diplomatiques avec la France, qui restent impactées par le passé commun des deux pays.



Le pari raté d'Emmanuel Macron

Emmanuel Macron arbore un statut particulier à l'international. Il est jeune, issu d'une nouvelle génération de politiques, et a peu vécu en diplomatie comparé à ses voisins. Sa fougue caractéristique d'envies nouvelles pour les relations diplomatiques de la France ne plaît pas à tout le monde et le décalage intergénérationnel peut s'avérer nocif. C'est ce qui s'est passé avec l'Algérie. Plein d'envies pour l'avenir des deux pays, Emmanuel Macron avait parié sur ce pays. Son comportement a été mal perçu et a porté préjudice à l'éternelle relation amour/haine entre la France et l'Algérie. En effet, l'Algérie a eu l'impression de recevoir des leçons de la part du président français, notamment sur les questions de moyens de gouvernance, ou encore sur la gestion du Sahel.

Un besoin de repentance

La question de l'histoire franco-algérienne est encore douloureuse et créatrice de tensions entre les deux pays. Il est nécessaire d'exercer un devoir de mémoire constant. La France se force à cet exercice depuis maintenant plusieurs années, mais cela reste souvent perçu comme de l'ordre de l'instrumentalisation par les Algériens. Xavier Driencourt estime en effet qu'il y a une différence

entre la reconnaissance de l'histoire et la repentance. La France aurait effectué son devoir de reconnaissance de l'Histoire, mais aurait encore du chemin à parcourir vis-à-vis de sa repentance envers le peuple algérien. Le rôle de l'ambassadeur français en Algérie n'est pas à négliger dans ce domaine. En effet, les ressentiments de l'Algérie envers la France influencent directement les relations diplomatiques. Lorsque Xavier Driencourt était ambassadeur, il a envisagé plusieurs solutions mais qui nécessitent également un effort de la part des Algériens. Par exemple, concernant les visas. Il avait proposé l'idée que les Pieds-noirs puissent se rendre en Algérie sans visa, afin de retrouver leur foyer originel et revoir le pays. Cependant, l'accord franco-algérien de 1968 qui visait à réguler les circulations entre la France et l'Algérie engendre toujours des complications aujourd'hui.

Le Maroc, tache sombre sur le tableau

Comme Xavier Driencourt le résume bien, lorsque la France entretient de bonnes relations avec le Maroc, l'Algérie se fâche ; et lorsque les relations franco-marocaines se dégradent, l'Algérie fait des câlins à Paris. Le Maroc est en effet source de crispations continues entre la France et l'Algérie, et influence directe-



ment les relations diplomatiques des deux pays. Ainsi, depuis que les relations franco-marocaines se sont nettement dégradées ces derniers mois et qu'il n'y a plus d'ambassadeur marocain à Paris, l'Algérie se réjouit. Le dossier du Sahara constitue le point de crispation principal. C'est ainsi que l'Algérie, en tant qu'ancien département français, nécessite de la part de l'ambassadeur français une approche adéquate à la situation. Celui-ci ne doit pas considérer l'Algérie comme un simple voisin de l'autre côté de la Méditerranée, mais bel et bien comme une ancienne partie de la France dont plusieurs millions de ressortissants vivent dans l'Hexagone, et vis-à-vis de laquelle la France éprouve encore des remords.

* Hannah Berthomé

La descente aux enfers du meilleur gouverneur d'une banque centrale

Au beau milieu de l'été, le mandat de Riad Salamé, gouverneur de la banque centrale du Liban depuis 1993, a pris fin. Après trente années de direction et avoir été désigné en tant que meilleur gouverneur d'une banque centrale dans le monde par Euromoney en 2006 et par le Banker Magazine en 2009, il est à présent considéré comme principal responsable de l'actuelle crise économique au Liban. Il fait d'ailleurs l'objet de deux mandats d'arrêt émis par la France et l'Allemagne.

Riad Salamé, « magicien de la finance »

Riad Salamé était réputé pour être l'homme qui a permis au Liban de rebondir après quinze années de guerre. Proche de Rafiq Hariri, premier ministre de l'époque, Salamé prend la tête de la Banque du Liban en 1993 et met en place un rapport quasi fixe entre la livre libanaise et le dollar. Ses politiques financières se révèlent être très efficaces, et c'est le début des années fastes pour le Liban : les taux d'intérêt sont très élevés et les capitaux sont attirés en masse.

La descente aux enfers pour Riad Salamé et l'économie du Liban

Mais depuis 2019, le Liban connaît l'une des pires crises économiques de son histoire. La livre libanaise a perdu plus de 98 % de sa valeur face au dollar en atteignant le seuil de 100 000 livres libanaises pour 1 dollar, un record historique. Cette crise est marquée par une paupérisation extrême des classes moyennes, une inflation record, une dollarisation du marché. Les Libanais n'arrivent plus à joindre les deux



bouts ; et aller travailler, avec les dépenses liées aux transports, leur revient à présent plus cher que de rester chez eux. Le Liban fait face à un effondrement des services publics, une discorde politique et une fuite des cerveaux.

Tandis que les classes moyennes sombrent dans une pauvreté sans précédent (80 % de la population vit à présent sous le seuil de pauvreté de l'ONU), il semblerait que la crise profite aux plus riches. De par le retrait de l'État de la sphère économique, les milliardaires libanais auraient vu leur fortune croître depuis 2019. Riad Salamé aurait joué un rôle majeur, juste avant le début de la crise, dans le transfert des capitaux des dirigeants politiques vers l'étranger. Selon l'économiste Nicolas Chikhani, depuis 2011 et le début de la guerre en Syrie, plusieurs signaux annonçaient la crise. Mais au lieu de changer ses politiques, Riad Salamé s'est lancé dans des montages financiers comparés à une pyramide de Ponzi.

Il est ainsi accusé de détournement massif de fonds publics et de s'être constitué un riche patrimoine immobilier et financier. Malgré ces affaires politiques et judiciaires, Riad Salamé a quitté la Banque du Liban cet été en fanfare. Au milieu d'un rassemblement de fonctionnaires, il a continué à défendre sa politique financière en déclarant que la Banque du Liban avait résisté et était la « colonne vertébrale qui a permis au Liban de se maintenir ». Il estime par ailleurs être un bouc émissaire.

Wassim Mansouri, nouveau gouverneur par intérim de la Banque du Liban

En vertu du partage confessionnel du pouvoir au Liban, le poste de gouverneur de la banque centrale actuel est réservé à la communauté chrétienne maronite. C'est finalement un musulman chiite, Wassim Mansouri, qui a accepté de prendre la succession de Riad Salamé à titre intérimaire. En fait, Mansouri, premier vice-gouverneur de Riad Salamé, ne souhaitait pas devenir gouverneur, déclarant ne pas vouloir porter la responsabilité de la situation économique

désastreuse du pays. Il a finalement changé d'avis moyennant concessions de la part des responsables politiques, et s'est engagé à rompre avec les politiques précédentes.

Un vide institutionnel de plus

Les désaccords liés à la succession de Riad Salamé s'inscrivent dans le contexte de vide institutionnel qui caractérise actuellement le Liban. En effet, depuis la fin du mandat de Michel Aoun en octobre 2022, le Liban n'a plus de président. Les parlementaires se sont réunis plus d'une dizaine de fois pour élire un président, mais aucun des deux candidats n'arrive à dégager une majorité. D'un côté, Jihad Azour, ancien ministre des Finances, est soutenu par un certain nombre de partis chrétiens. De l'autre côté, Sleiman Frangié, ancien ministre de l'Intérieur, reçoit le soutien du Hezbollah...

Face à la situation économique très critique, le Liban a besoin d'un président. Le blocage politique actuel empêche en effet la promulgation de nouvelles lois qui pourraient faire évoluer les choses.

* H. B.



Le cas des anciennes turbines d'Alstom : la difficile réparation d'une décision politique coûteuse

La multinationale française Alstom, spécialisée dans le secteur des transports, notamment ferroviaires, détenait une branche énergie. En 2014, Emmanuel Macron, alors ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique, donne son feu vert pour que cette branche énergie soit rachetée par l'américain General Electric. Depuis, cette vente très controversée ne cesse de revenir sur le devant de la scène. Enquête pour corruption ou encore difficultés de rachat des turbines par EDF, Emmanuel Macron continue de subir les conséquences de sa décision.

La turbine Arabelle, vrai trésor national

Tout d'abord, à quoi servent les turbines Arabelle, et que représentent-elles pour la France ? Vrai fleuron de l'industrie nucléaire française, la turbine Arabelle est un maillon essentiel du réacteur nucléaire. Sans elle, pas d'électricité. Elle est née à Belfort en France, et est fabriquée à Belfort. Chaque turbine Arabelle est unique et est adaptée à son réacteur nucléaire. Elle est ainsi considérée comme la meilleure au monde. L'efficacité de cette turbine, dont le secret est bien gardé, constitue ainsi un vrai trésor national qui pourrait être la garantie d'une indépendance énergétique.

Bien que la centrale de Fessenheim ait été mise à l'arrêt en 2020 et que le nucléaire ne cesse de faire débat dans l'Hexagone, Emmanuel Macron ne cache plus son envie de faire construire de nouveaux réacteurs nucléaires. Il estime en effet que la fission de l'atome représente une voie royale pour allier souveraineté énergétique et mix décarboné dans un esprit de reconquête industrielle.

Pourquoi alors a-t-il donné son accord pour la vente des turbines au groupe américain General Electric ? Effectuer

cette vente implique que c'est à présent General Electric qui prend les commandes du nucléaire en France. Le groupe américain peut décider à qui et comment vendre les turbines, mais également décider de la maintenance des centrales sur le sol français. Les raisons de cette vente restent floues : stratégiques, politiques ou judiciaires. Emmanuel Macron défend une « décision privée » de la part d'Alstom.

Une vente ambiguë faisant l'objet de deux enquêtes judiciaires

Il semblerait à présent que ce choix soit regretté. Une enquête pour corruption et recel a tout d'abord été ouverte. L'information judiciaire pour corruption d'argent public étranger et recel a débuté le 23 mars 2022, faisant suite à une plainte déposée par l'association anticorruption Anticor. Si cette plainte pour corruption contre X avec consti-



tution de partie civile auprès du doyen des juges d'instruction du tribunal judiciaire de Paris a été déposée, c'est parce que la même année que celle de la vente, le groupe français Alstom a payé une amende record de plusieurs centaines de millions de dollars aux États-Unis pour des faits de corruption. Anticor a donc estimé qu'Alstom aurait favorisé la vente de sa branche énergie pour payer son amende, au détriment de la collectivité.

Cette information judiciaire survient après une enquête préliminaire du parquet national financier, après un signalement en 2019 de la part d'Olivier Marleix, alors président de la commission d'enquête parlementaire. Il s'interrogeait sur les circonstances de la vente et sur le rôle joué par Emmanuel Macron.

Le rachat par EDF des turbines mis au ralenti par la guerre en Ukraine

Début 2022, Emmanuel Macron semble regretter cette vente. Il annonce le rachat par EDF d'une partie des activités qui avaient été cédées à General Electric. Parmi ces activités, on retrouve notamment la production et la maintenance des turbines Arabelle. Seulement, ce rachat semble avancer au ralenti dans un contexte de guerre entre la Russie et



l'Ukraine. En effet, le principal client de GEAST (détenue par General Electric, il s'agit de l'entreprise gérant les turbines) est Rosatom, entreprise russe opérant dans le nucléaire. Face aux sanctions américaines contre la Russie, les négociations sont donc au ralenti.

Le cas Alstom, représentatif de la désindustrialisation de la France

Arcelor, Bull, Alcatel, Alstom... La liste des fleurons industriels français ayant été liquidés est longue. Ces décisions sont les conséquences d'une absence de vision stratégique de la classe politique et de la haute administration, et dénotent une réelle tendance à faire passer les intérêts personnels avant ceux de la collectivité.

* Hannah Berthomé

La présence du loup en France, éternel débat et révélateur de fracture sociale

Un nouveau « plan national loup » pour 2024-2029 doit incessamment être présenté par le gouvernement. Ce plan est très attendu par les éleveurs qui espèrent davantage de facilités pour les louvetiers chargés de réguler l'espèce, et une adaptation du taux de prélèvement, fixé aujourd'hui à 19% de la population lupine. Depuis 1992 et le retour du loup en France, le gouvernement fait face à une insolvable équation entre la protection du loup et la sécurité des élevages. Car c'est tout le monde du pastoralisme qui se trouve affecté par le retour du loup.

On estime qu'en France le dernier loup avait été abattu en 1937. Sa réapparition officielle date de 1992. Les premiers loups aperçus en France auraient traversé la frontière italienne, et leur nombre a ensuite augmenté rapidement : on en compte une trentaine en 2000, puis 200 en 2009. L'élevage pastoral a alors été confronté à une contradiction entre deux politiques publiques : la conservation des paysages et de la biodiversité, et la mise en place d'une organisation adéquate face au retour des loups. Ce n'est pas seulement l'élevage des brebis en alpage qui a été touché, mais tout ce qui touche à l'entretien de ces territoires qui sont utilisés par d'autres usagers de la montagne (randonneurs, skieurs, touristes). Dès lors, plusieurs questions se posent : comment réapprendre à vivre avec les loups ? Et quelles politiques mettre en place ?

Un taux de prélèvement est déterminé pour la régulation de l'espèce. Il est aujourd'hui fixé à 19 %, soit un quota d'abattage de 209 loups sur les 1 104 comptabilisés en 2023. Ces chiffres sont

cependant sujets à caution. En 2022, le Conseil départemental ainsi que les chasseurs et les agriculteurs de Haute-Savoie ont réalisé une étude selon laquelle il y aurait deux fois plus de loups que ce qui avait été estimé. La qualité et la fiabilité des données de cette étude auraient permis de faire pression sur le gouvernement pour élever le taux de prélèvement. Car les éleveurs souffrent de l'augmentation constante de la présence du loup, et se sentent impuissants. Ils ont dû déployer de manière conséquente des chiens de protection, installer des clôtures électriques... Mais malgré la mise en place de ces mesures, les bergers perdent leurs moutons et brebis par dizaines chaque année.

Si les pouvoirs publics mettent du temps à agir et à trouver des solutions, c'est qu'ils font face au lobbying des associations écologistes militant pour la préservation du loup. En réalité, la situation est plus complexe et intègre de nombreux acteurs : les organismes chargés de s'occuper du loup (l'ONCFS par exemple, qui est en charge du comptage et du suivi

géographique des meutes), ainsi bien sûr que tous les usagers de la montagne. Bien entendu, la situation revêt une dimension politique avec des acteurs à tous les niveaux : élus locaux, préfets, députés, gouvernement... C'est d'ailleurs à l'échelle européenne que le loup bénéficie du statut d'espèce protégée. Début septembre 2023, sous l'impulsion d'Ursula von der Leyen, s'est ouvert au Parlement européen un débat sur une possible révision de ce statut pour le loup. La Commission estime que « le retour du loup dans des régions de l'Union européenne où il était absent depuis longtemps, entraîne de plus en plus de conflits avec les communautés locales d'agriculteurs et de chasseurs ». Cette annonce a entraîné de nombreuses critiques de la part des ONG de défense de l'environnement.

Le « plan loup » a ainsi pour objectif de trouver un compromis pour assurer la survie et la viabilité de l'espèce tout en protégeant l'activité pastorale. Aujourd'hui, il permet de réaliser des tirs de défense et de prélèvement, de manière très encadrée. Il prévoit aussi l'indemni-



sation des éleveurs en cas d'attaque, et la préconisation de moyens de défense (patous...).

Les positions vis-à-vis du loup fluctuent donc. Elles marquent surtout une fracture sociale entre le monde agricole et celui des villes. On observe également une fracture géographique de ces positions, les opposants à la prolifération des loups trouvant davantage d'alliés au niveau local.

Mais d'autres tensions sont palpables entre usagers de la montagne : par exemple, les relations entre les bergers et les autres usagers se trouvent perturbées par la présence des chiens, qui modifient leurs rapports aux territoires alpins... Ces fractures dans les relations sociétales s'étendent donc bien au-delà du problème du loup.

* H. B.



Eren M. Paykal

Cent ans, c'est beaucoup. Mais c'est aussi très peu si l'on parle d'une nation plus que millénaire, qui a régné sur une grande partie du monde civilisé pendant des siècles en exerçant un pouvoir absolu grâce aux empires qu'elle a fondés : le dernier étant l'Empire ottoman, un colosse s'étendant des côtes atlantiques aux côtes de l'Océan indien, faisant de la Méditerranée et de la Mer Noire des mers intérieures. Les dirigeants de cet empire, à commencer par les sultans, ont toujours eu une éducation hors normes, connaissant plusieurs langues, adeptes de la littérature et des beaux-arts, grands gourmets même comme Mehmet II le Conquérant qui avait son propre élevage d'huîtres et coquillages dans le golfe d'Izmit...

Tous érudits, ces sultans exceptionnels, cependant, ont établi une dynastie égoïste, peu soucieuse de la population sur laquelle ils régnaient, surtout durant le crépuscule impérial. La nation turque, dont cette dynastie était issue, était la plus démunie, ignorée et souvent méprisée par ses souverains et sa classe dirigeante qui préférait l'arabe ou le persan pour ses lectures et ses écrits.

Avec la Révolution française, les nations émergent au détriment des empires multinationaux - dont l'Empire ottoman

Hurafeci-Maddeci-Geyikçi Gençlik*

décadent, dépecé de toutes parts, perdant la grande totalité de sa superficie. Sans la Guerre de Libération de Mustafa Kemal, ce qui resterait de l'Empire se limiterait à une petite portion de l'Asie Mineure. Mais voilà, l'Empire avait fait naître un génie non seulement militaire, mais aussi fondateur et grand homme d'État, qui a su établir sur les débris d'un empire effondré un État avec des frontières respectables, en regagnant des territoires immenses perdus à l'est et à l'ouest, reprenant Izmir et plus tard Istanbul. Ce génie, Mustafa Kemal surnommé par la suite Atatürk, avait une grande vision : redorer la nation turque et lui redonner sa gloire d'antan. Il voulait établir une république moderne avec des citoyens modèles, vivant bien et fiers d'être turcs, une nation unie dans ses différences, une nation dominante dans le monde ayant pour devise la paix dans le pays et la paix dans le monde. Un pays respecté où les bannis de jadis qu'étaient les Turcs pourraient bénéficier d'un climat de gloire et de prospérité. Un pays où les femmes, qui comptaient parmi les plus défavorisés, pourraient avoir des droits que même leurs sœurs européennes n'avaient pas obtenus.

Mais voilà, tout avait été réalisé en vraiment trop peu de temps. La société issue d'un empire arriéré et révolu avait survécu. Atatürk mourut un certain

jour funeste de novembre 1938. La seconde guerre mondiale allait anéantir les peuples mais aussi les valeurs. La Turquie, bien que neutre, sortit meurtrie de la guerre avec une population exsangue, des minorités malmenées, une souffrance profonde, faisant basculer les faibles équilibres du pays vers un conservatisme réactionnaire bénéficiant à la présence islamique dans le gouvernement nouvellement élu d'Adnan Menderes, mais aussi dans l'éducation jusqu'alors laïque. Était-ce le début de la fin, ou celui d'une nouvelle ère où traditions ancestrales et organisations archaïques domineraient le destin d'une jeune république aspirant pourtant à un futur radieux et dynamique ?

Les années se succédèrent. La Turquie, toujours un grand pays, un pays entre trois continents, dominant les portes entre l'Occident et l'Orient, entre le Sud et le Nord, un pays avec un grand poids international, se trouva bouleversée encore

en son sein pour son futur et son identité. Malheureusement, une partie de sa jeunesse actuelle vacille entre les médias sociaux ou télévisuels, souffrant d'une overdose de capitalisme sauvage la poussant à l'appât immédiat du gain, ou bien à une dépendance de substances toxiques. D'autres jeunes sujets, d'un je-m'en-foutisme total, se livrent à une série de plaisanteries indécentes à propos de tout et n'importe quoi. Comme quoi, il convient aussi de ne pas négliger ces jeunes qui, pour la plupart issus des classes les plus défavorisées, sont le fer de lance d'un fondamentalisme religieux. Bref, la jeunesse a besoin d'une éducation saine, d'une formation saine et d'un objectif concret pour le futur. Car sans la jeunesse, le centenaire de la République ne serait qu'un pâle reflet de ce qu'elle était. Atatürk avait confiance en la jeunesse, donc ne perdons pas espoir...

* Ces termes n'ont pas d'équivalent en français. Mais je dirais : bigot stupide et ignorant pour *hurafeci* ; adepte de la consommation, en ce compris parfois de substances soporifiques et stupéfiantes, pour *maddeci* ; et plaisantin inepte qui cherche à tout prix et en toutes circonstances, même les plus sérieuses, à amuser la galerie, pour *geyikçi*. Donc une jeunesse vaine et sans objectif en général. Je parle bien sûr d'une partie, pas de la totalité de la jeunesse turque !



Derya Adıgüzel

Toute société qui veut être indépendante doit découvrir son propre courage, tout comme nous.

Une société qui veut l'indépendance a besoin d'un bon leader. Nous avons besoin d'un leader intelligent qui regarde l'horizon avec des yeux profonds, n'hésite pas, a une volonté forte comme l'acier et est ouvert d'esprit. Non pas pour dominer, mais pour guider et protéger. Parce que préparer le terrain pour une société avide d'apprendre, de grandir et de vivre est la base la plus importante de la liberté. Un leader est le meilleur symbole du sol sur lequel il se trouve, afin que nous puissions y vivre confortablement. Une seule personne peut apparaître comme un seul visage, mais en réalité il y en a des centaines, voire des milliers. Il y a quelque chose qu'il représente, quelque chose pour lequel il vit, une idée. Et si l'objectif d'un tel dirigeant est l'indépendance, peu importe où il se trouve, qui il est, dans quelles conditions. Le vrai problème est de savoir quelles conditions cela peut créer. Car même si le corps de ce leader deviendra un jour poussière, son héritage continuera à vivre pendant des générations.

Mustafa Kemal Atatürk, le fondateur de la République de Turquie, a accompli la vision qu'il avait d'une Turquie libre en proclamant la République le 29 octobre 1923. Et tout a changé en Turquie. Le mot République, qui s'oppose aux concepts de monarchie et d'oligarchie, peut être brièvement résumé comme une

La République d'Atatürk

forme de gouvernement dans laquelle le gouvernement ou le chef de l'État est élu par le peuple pour une certaine période et avec certains pouvoirs. En d'autres termes, la République doit porter la nation à sa plus haute expression.



Outre les changements politiques, d'importants changements sociaux se sont également produits au cours de l'ère républicaine. Des questions telles que la révolution de l'alphabet, la loi sur le nom de famille et la loi sur le chapeau sont en réalité très importantes. Parce que l'une des pensées les plus visionnaires d'Atatürk était que le monde était en train de changer, et que la Turquie devait être prête à ce changement, tant physiquement que mentalement. C'est pourquoi il a essayé de protéger notre nation à tout prix contre les mots étrangers dans notre langue, les groupes étrangers dans notre pays, et l'ignorance des masses.

Car Atatürk était un dirigeant qui savait très bien que les victoires des guerres remportées par les armes devaient se poursuivre par la culture. Il était donc aussi important pour lui que la nation turque soit éduquée et « intelligente », c'est-à-dire ait toute faculté et possibilité de connaître et de comprendre, que capable de bien se battre. C'est devenu un exemple pour le monde, et en particulier pour les pays de l'Est, avec les droits politiques et sociaux accordés aux femmes. La séparation des concepts de religion et de politique, les mesures prises pour la liberté économique du pays et la liberté de pensée associée au multipartisme ont donné naissance à la compréhension de la laïcité que nous connaissons de ces périodes. Grâce à tous ces changements, la société turque fut rapidement sauvée de la guerre, gagna le respect des pays étrangers. Une société turque en développement naquit.

Le lien qu'Atatürk a établi avec l'Europe est également un exemple important de développement social. Bien que cela soit peu connu, Atatürk a évalué la situation sociale de la Turquie en s'intéressant aux pays européens développés. En d'autres termes, tout en prenant des mesures importantes pour développer le pays, il n'a pas perdu le contact avec le monde, a suivi de près les développements et n'a pas tardé à prendre des mesures. Le fait que la Turquie fût alors considérée comme un État arabe dans certains pays européens dérangeait beaucoup Atatürk ; il a donc organisé des événements dans le pays, y a invité des consuls et

présenté personnellement les spécificités et la singularité de la Turquie.

Il interagissait et discutait constamment avec les commerçants, les agriculteurs et le public. Il était toujours à l'écoute de leurs problèmes et essayait de trouver une solution. En d'autres termes, après avoir déclaré la République, il n'a pas rompu ses liens avec le peuple, a vécu et est mort selon l'idée de la République. Atatürk, le dirigeant qui avait succédé aux sultans, a réussi à changer la perspective du peuple sur le degré de démocratie du pays.

Un nouveau projet de constitution a été lancé le 1^{er} avril 1923, sur ordre de Mustafa Kemal. Même si la Constitution déclare clairement que la souveraineté appartient au peuple, elle ne précise pas clairement quelles seront la capitale et l'administration. Pendant que les projets constitutionnels se poursuivaient, Mustafa Kemal discutait de l'administration de la République avec son entourage et préparait la proclamation de la République.

L'annonce du concept de République, pour la première fois, par Mustafa Kemal lors d'un entretien avec un journal allemand, a eu un grand impact tant dans le pays qu'à l'étranger. Un groupe comprenant İsmet İnönü a fait une proposition au parlement, soulignant l'importance stratégique d'Ankara en tant que capitale ; le 13 octobre 1923, cette idée a été acceptée et Ankara a été officiellement déclarée capitale.



Le 29 octobre 1923, l'avènement de la République turque



La volonté inlassable de Mustafa Kemal Atatürk pour moderniser son pays l'a conduit à entreprendre des réformes majeures comme l'instauration de la laïcité, la refonte de la langue turque qui s'est opérée par l'élimination des termes issus de l'arabe et du persan, et aussi par l'abandon de l'alphabet arabe au profit de l'alphabet latin. Il a en outre transformé l'habillement des Turcs : ainsi le fez, couvre-chef traditionnel des hommes, a été remplacé par le chapeau ; il a aussi limité le port des vêtements religieux.

Cet homme visionnaire a su également transformer en profondeur le statut des femmes en leur accordant des droits civils et politiques : ainsi les Turques ont

obtenu le droit de vote en 1930, bien avant les Françaises. Par ailleurs, Atatürk a placé tout son espoir en la jeunesse. C'est à elle que, sur son lit de mort, il confie l'avenir et l'évolution de la nation. Ses réformes ont ainsi été des outils pour accélérer le processus d'occidentalisation du pays. Car pour Atatürk, la Turquie devait se tourner vers l'Occident.

Grâce aux guerres d'indépendance successives menées par Mustafa Kemal Atatürk, la Turquie moderne renaissait des cendres d'un Empire occupé et tom-



bé en ruines. Mais ce militaire de formation devenu le premier Président de la République de Turquie reste un homme

de paix et prônera sans cesse : « Paix dans le pays, paix dans le monde ».

Après avoir vécu en 1989 les célébrations pour le bicentenaire de la Révolution française, je vais vivre dans quelques jours les cérémonies pour le centenaire de la République turque. Où en est la Turquie avec les réformes lancées par son fondateur ? La question se pose tout naturellement, mais à quelques jours de ce majestueux anniversaire, ce sont plutôt les émotions, la joie et l'envie de fêter le centenaire de la République qui s'imposent.

En guise de conclusion, je voudrais partager le texte de la publicité d'une très ancienne marque de café en Turquie, Kurukahveci Mehmet Efendi : « La raison du sourire sur nos visages et de l'espoir dans nos cœurs, notre plus grande passion qui nous unit, notre valeur commune la plus importante à laquelle nous ne renoncerons jamais, c'est notre République. Si la mémoire d'une bonne tasse de café turc dure, dit le dicton, quarante ans, la mémoire de la République, elle, est éternelle. À nous tous, joyeux 100^e anniversaire de notre République ! »

* Mireille Sadège



Ali Türek

Blanc cassé

« Personne n'envisageait un tel bouleversement au moment

des premiers jours des éclatements dans la région du sud de la Méditerranée. » Il y a exactement dix ans, jour pour jour, j'avais mis un titre un peu niais : « Les feuilles mortes », à mes chroniques.

L'époque était celle des « printemps arabes », toute la région témoignait de tremblements politiques d'une grande ampleur. Jour après jour, la situation ne cessait de s'y aggraver. Dix longues années se sont écoulées depuis. Dix ans après, nous avons l'impression de vivre dans cette sublime réalité de l'ordre mondial : tout a changé pour que finalement rien ne change.

La guerre est désormais là, tout le temps et partout. Hier, elle était dans le Caucase ; avant-hier, aux portes de l'Europe en Ukraine. Aujourd'hui, au Proche-Orient... Quelque chose de l'ordre de l'irrationnel se déroule sous nos yeux. Depuis début octobre, les massacres, prises d'otages, bombardements se succèdent et provoquent le choc, l'indignation et la colère à géométrie variable. Le monde réussit encore une fois à se déchirer devant un drame humain et humanitaire.

Que faire devant cette révoltante explosion de violences ? Que faire devant ces divisions incompréhensibles dans des débats ? Et puis, que font les instances internationales de « rationnel » ? Que fait l'ONU, créée en 1945 en héritière de la Société des Nations et qui a pour mission de maintenir la paix et la sécurité dans le monde ? Est-elle capable de rétablir la sécurité dans la région, sera-t-elle capable de réprimer les conflits armés, pourra-t-elle empêcher certains de prendre massivement la vie de milliers d'autres ? Permettra-t-elle d'établir la suprématie de la paix, de la démocratie et des droits humains universels dans le monde entier ?

Dix longues années se sont écoulées depuis ces questions. Dix ans après, nous avons encore et encore l'impression de vivre dans cette même triste réalité : que tout change, mais que finalement rien ne change. Celles et ceux qui ne veraient dans les relations internationales qu'un effet de puissance, d'intérêt et de stratégie continueront de nous faire l'éloge de la raison, de la froide géopolitique, des stratégies et des alliances.

Nous allons préférer nous réfugier dans ce qu'ils appellent du romantisme, et on en aura le droit. La « rationalité » de ce monde au bord de l'abîme nous l'imposera même. Là, nous aurons le droit de voir l'arène internationale infiniment plus grande qu'une juxtaposition d'États souverains et leurs intérêts et stratégies. Nous y verrons, peut-être et on espère, des êtres humains, des peuples, des sociétés, des vies qui ne recherchaient qu'une simple harmonie de vivre.

« Mais quelle naïveté ! » diront froidement certains. Nous continuerons à croire : la vie d'un être humain est ce qui est de plus sacré dans ce monde. Simple... La vie d'un être humain vaut la vie d'un être humain... Basique...

La République de Turquie fêtera, paraît-il, cet automne son centième anniversaire. En avez-vous entendu parler ?

L'élargissement de l'Union européenne, conséquence indirecte de la guerre en Ukraine

S'il y a bien une chose que la crise sanitaire du COVID-19 nous a montrée, c'est la nécessaire coordination de l'Union européenne en temps de crise et l'efficacité que les politiques communes peuvent avoir. Dans un espace géographique de libre circulation, il devenait impératif de s'accorder sur les restrictions, mais également sur la recherche vaccinale et sur le plan de relance économique à adopter à la fin de la crise.

À une époque où l'utilité de l'Union européenne est sans cesse remise en cause, comme l'a démontré le Brexit, la crise du COVID-19 a su montrer la force – mais également les failles – de l'Union européenne. Depuis le départ de la Grande-Bretagne, l'UE compte à présent 27 États membres. Le dernier pays à être devenu membre est la Croatie en 2013. L'élargissement de l'UE s'est fait au fur et à mesure, en s'agrandissant vers l'Est. Certains États, comme la Turquie, ont cherché à devenir membre mais ne réunissaient pas les conditions nécessaires. La Turquie a d'ailleurs aujourd'hui toujours le statut de candidat, mais les négociations sont à l'arrêt.

La potentielle adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne

Depuis le début de la guerre en Ukraine, tout s'est enchaîné. L'Union européenne a rapidement apporté son soutien à l'Ukraine qui a, dans la foulée, déposé sa candidature au groupe des 27. Quelques jours plus tard, ce sont la Moldavie et la Géorgie qui, effrayées d'être les prochaines cibles de la Russie, ont à leur tour déposé leur candidature. Bien que l'Ukraine et la Moldavie aient obtenu le statut de candidat, le processus d'intégration reste long et exigeant. L'Union

européenne a réclamé aux trois pays de mettre en place d'importantes réformes s'ils souhaitaient être acceptés. Deux des conditions d'adhésion portaient sur la réduction de l'influence politique dans les médias et sur les réformes du système judiciaire. Selon un rapport oral préparé par la Commission de Bruxelles en juin dernier, Kiev aurait déjà rempli ces deux conditions, et serait à divers états d'avancement concernant les autres.

D'après la ministre française des Affaires étrangères, Catherine Colonna, cette adhésion est pratiquement déjà acquise. Lors d'un déplacement à Kiev le 2 octobre, elle a annoncé qu'elle se trouvait « à l'intérieur des frontières européennes », selon des propos rapportés par *L'Express*.



Quelle gouvernance dans une Europe à 30 ?

Bien évidemment, l'adhésion de l'Ukraine ou bien de la Moldavie à l'Union européenne entraîne de nombreuses interrogations. Comment sera-t-il possible de gouverner une Europe à 30 ? D'importantes réformes sont prêtes à voir le jour face à l'élargissement de l'UE. Les diplomates européens ont notamment à cœur de modifier les règles de gouvernance en levant par exemple le droit de veto dans certains domaines, tels que la fiscalité ou

la défense. Il devient en effet très complexe de prendre des décisions communes à l'ensemble des États membres face à leur manque de convergence. Comment mettre en place des sanctions contre la Russie lorsque Viktor Orban, proche de Vladimir Poutine, peut les bloquer ?

Le poids économique de l'Ukraine et de la Moldavie

Outre le manque de stabilité des institutions en Ukraine de par la guerre qui y sévit, c'est l'économie du pays qui risque de porter préjudice à l'Union européenne. Il est compliqué d'imaginer une économie viable dans un contexte de conflit armé aussi important. La Moldavie, quant à elle, est l'un des pays les plus pauvres d'Europe. Par ailleurs, ces pays font également face à une corruption massive : selon le baromètre mondial de la corruption de 2021 établi par l'ONG Transparency International, l'Ukraine est le pays d'Europe le moins bien classé.

Les mauvaises économies de l'Ukraine et de la Moldavie risquent de constituer un réel poids pour l'Union européenne qui devra leur apporter des aides permanentes. Pour certains, la Grèce a déjà été un fardeau important pour l'UE en ayant coûté trois programmes d'aide. Par ailleurs, comme le soulève *Marianne*, intégrer ces pays pourrait entraîner une course vers le *low cost* salarial.

Ainsi, de réelles questions se posent, notamment de gouvernance, quant à la viabilité de l'Union européenne à force d'élargissement permanent. Dans un contexte de crise climatique et de crise migratoire, il sera également nécessaire de fixer des priorités et de faire des choix entre les bénéficiaires.

* Hannah Berthomé



Simruğ Bahadır

Les Feuilles mortes : une histoire d'amour empreinte d'humour

Les Feuilles mortes, 20^e film d'Aki Kaurismäki sorti cette année, est entré dans l'histoire du cinéma, consacré par le Prix du Jury à Cannes. Situé dans l'Helsinki moderne, le film raconte l'histoire de deux âmes solitaires en quête d'amour. Comédie romantique chaleureuse et pleine d'humour, le film met également en avant, avec réalisme, les obstacles auxquels les personnages sont confrontés et les difficultés qu'ils rencontrent.

Les Feuilles mortes nous relate une histoire d'amour se déroulant dans l'Helsinki moderne. Les personnages principaux du film sont Ansa et Holappa, deux âmes solitaires qui se trouvent malgré les difficultés de la vie. Ansa est une femme ayant connu dans sa vie de nombreuses déceptions et maints déboires professionnels. Holappa, quant à lui, est un alcoolique en lutte pour reprendre le contrôle de sa vie.

Ces deux personnages se rencontrent dans un bar karaoké, et c'est à partir de cette rencontre que se dessine l'histoire de leur amour et des difficultés auxquelles ils sont confrontés. Ansa donne son numéro de téléphone à Holappa, mais Holappa le perd... C'est le tout premier obstacle de leur histoire d'amour ! L'alcoolisme de Holappa, élément clé de la personnalité du personnage, l'est aussi dans le déroulement de l'histoire. L'alcool contrôle la vie d'Holappa et entrave son bonheur, et il peine à accepter cette réalité.

Malgré les difficultés que la vie leur impose, Ansa et Holappa luttent pour préserver leur amour l'un pour l'autre. C'est l'une des caractéristiques les plus

marquantes de leur personnage, et le film rappelle sans cesse cette réalité au spectateur.

Les Feuilles mortes est un film qui touche le spectateur grâce à sa musique et son atmosphère. Les musiques diffusées à la radio ainsi que les actualités fréquentes sur la guerre en Ukraine y jouent un rôle majeur, ainsi que les musiques qui alternent entre chansons finnoises et rock, la version finnoise de la chanson de Prévert et Kosma, et des classiques de Schubert.

Car les actualités à la radio concernant la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine, constamment diffusées, ont un impact sur l'atmosphère générale du film et s'articulent avec les histoires personnelles des personnages. Cette imbrication révèle non seulement les problèmes des personnages, mais aus-



si la situation sociale et politique de la Finlande : du fait de sa proximité avec la Russie, la Finlande est potentiellement menacée par la guerre de la Russie contre l'Ukraine. Cela permet au spectateur d'appréhender les problèmes des personnages dans un contexte plus vaste.

L'Ansa interprétée par Alma Pöysti est une femme solitaire et introvertie. Pöysti brille à refléter la solitude et l'introversion de son personnage. Sa performance toute en subtilité nous fait ressentir les déceptions et le désespoir qui pèsent sur Ansa, mais également son espoir et son désir d'amour cachés. Même un léger sourire sur le visage de Pöysti suffit à nous faire entrevoir l'espérance du personnage.

Holappa, incarné par Jussi Vatanen, est un homme alcoolique et solitaire. Vatanen campe de manière très réaliste cet Holappa happé par sa solitude et sa dé-

pendance à l'alcool, tout en nous dévoilant sa faim émotionnelle et sa quête du bonheur.

Les performances des deux acteurs réussissent ainsi à refléter les mondes intérieurs des personnages

et les tumultes émotionnels qu'ils traversent, et c'est là l'un des aspects les plus touchants du film pour le spectateur.

La réalisation de Kaurismäki et le scénario teinté d'humour ont ainsi transcendé cette histoire d'amour simple et ordinaire, nous offrant un récit tout en touches délicates, entraînant et souriant. C'est là sans conteste l'une des plus grandes réussites du film.

En conclusion, Les Feuilles mortes est une comédie réaliste qui nous mène à une expérience émotionnelle et profonde, avec une musique envoûtante et des performances d'acteurs remarquables. C'est définitivement un film à ne pas manquer.



Hacı Bekir : 245 ans d'histoire dans un lokum

« Rendez-vous à Hacı Bekir ». Je suis ici depuis seulement trois mois et je ne pourrais même pas compter le nombre de fois où j'ai reçu ce message. Et pourtant, il provient toujours de la même personne : mon directeur de publication. Que ce soit en termes gustatifs, historiques ou même d'atmosphère, il faut dire que la plus vieille pâtisserie d'Istanbul a de quoi séduire une fois qu'on y est entré.

Brève histoire d'un titan du sucre

De son nom complet Ali Muhiddin Hacı Bekir, l'entreprise de confiserie est née en 1777. Outre son statut de plus ancienne entreprise de Turquie, c'est aussi une des plus anciennes marques au monde. Originaire de Kastamonu et arrivé fraîchement à Istanbul, son créateur, Hacı Bekir Efendi, ouvre le premier commerce qui portera son nom à Bahçekapı.

Toujours en quête d'innovation, c'est lui qui remplacera pour la première fois

la farine par l'amidon de fécule dans la recette de ses sucreries. Les différentes variétés qui naissent alors mènent à l'apparition d'un pilier de la culture turco-ottomane : le lokum. Fort d'un succès retentissant, le petit atelier finira par fournir le pouvoir ottoman lui-même.

Le petit-fils d'Hacı Bekir, Ali Muhiddin Hacı Bekir, donnera son nom à l'entreprise actuelle. Conservant le titre familial de « Pâtissier du Palais », il réussit à étendre l'entreprise à l'intérieur et même



à l'extérieur de l'Empire. Le lokum prend alors le nom de Turkish Delight dans le monde anglo-saxon et commence à satisfaire les papilles du monde entier.

La diversité comme maître-mot

Mais bien que ces délices soient l'élément clé de cette pâtisserie, aucune des nombreuses boutiques créées avec le temps ne s'est contentée de ces recettes magiques. La gamme proposée pour combler nos bouches est large, tout comme le talent, qui s'étend même jusqu'à l'Italie avec un tiramisù qui n'envie rien aux originaux. La dégustation de pâtisseries de tout genre nous laisse l'impression d'une expérience inachevée, tant elles sont nombreuses. Pour couronner le tout, les serveurs sont aimables et sérieux dans leur travail. Avec leurs conseils avisés, ils font partie intégrante de la renommée de l'entreprise.

Les boutiques, toutes aussi emblématiques

La boutique est une sorte de refuge à Kadıköy. La vitrine se démarque dans la rue mais reste néanmoins assez discrète.

En y rentrant, on y trouve d'abord le frénétisme d'Istanbul avec maints clients qui admirent, discutent et achètent leurs confiseries. Si l'on continue à s'avancer, on y découvre plus de calme. Des banquettes confortables, une terrasse : l'endroit approprié pour une réunion décontractée. Ou même un moment de lecture, de travail et de repos lorsque l'on manque d'inspiration. Les lokums disparaîtraient que le service de thé et de café turc suffirait à nous faire rester de longues heures.



C'est un peu comme monter pour la première fois dans un vapur. On le découvre au port, en s'imaginant comment cela sera une fois dedans. Puis on trouve la foule, pressée et agitée. Le frénétisme peut plaire ou déplaire, mais une fois que les portes s'ouvrent et que nous sommes installés, il ne nous reste plus qu'à contempler.

* Valentin Ollier





Gisèle Durero-Köseoğlu

Le Centenaire de la République turque fournit l'occasion de rappeler comment le nouveau régime instaura les droits des femmes.

Certes, les extraordinaires réformes réalisées à partir de 1923 n'ont pas eu lieu *ex nihilo* et ne doivent pas occulter les changements, même insuffisants, intervenus dans l'Empire ottoman, après le Tanzimat, pour moderniser la société en transformant le statut des femmes, alors soumises à la loi religieuse et cantonnées à la vie privée. On peut citer, en 1843, la création d'écoles de sages-femmes, le droit, en 1847, à l'héritage sur les terres, l'interdiction, en 1856, de la vente d'esclaves et concubines, l'ouverture, en 1858, de lycées de filles, la formation, en 1870, de femmes professeurs, puis, en 1871, l'enregistrement du mariage devant un fonctionnaire, l'interdiction du mariage forcé et le relèvement de l'âge du mariage à 17 ans pour les filles et à 18 ans pour les garçons. La Première Constitution de 1876 décréta, de plus, l'obligation de l'école primaire pour filles et garçons mais elle ne dura que deux ans. Les écrits des premières féministes se firent alors l'écho de leurs aspirations à des changements plus radicaux. La pionnière des revues féminines, le « Jar-

Centenaire de la République turque : Atatürk et les droits des femmes

din des fleurs », publiée entre 1884 et 1886, choisit pour devise cette déclaration : « Cheveux longs et idées courtes, voilà la façon dont notre sexe a été caricaturé par les hommes. Eh bien, nous allons prouver le contraire par notre travail ! » Ce militantisme se poursuivit entre 1895 et 1908, avec six-cent-douze numéros du « Journal des femmes », le premier entièrement dirigé et écrit par des femmes, où se distinguèrent la romancière Fatma Aliye Topuz et sa sœur. Mustafa Kemal se situe donc dans la



continuité d'un mouvement entamé des décennies auparavant. Cependant, dans une société qui est encore traditionnelle et formatée par la religion, il va oser aller plus loin. Dès 1924, la fondation de l'Union des femmes turques, soutenue par son épouse Latife, se donne pour objectif la conquête de la vie sociale et l'obtention de droits politiques. La création, la même année, d'un Ministère de l'Éducation nationale laïque, permet d'affirmer l'égalité des filles et des garçons face aux études. L'année suivante, en 1925, Mustafa Kemal dénonce les discriminations qui ont cantonné les femmes à la sphère familiale : « La cause de l'échec de notre société vient du manque d'intérêt que

nous avons manifesté aux femmes et de la place subalterne à laquelle nous les avons reléguées. Vivre signifie être en activité. Ce qui veut dire que si une partie de la société est en activité pendant que l'autre ne peut pas travailler, cette société est paralysée. » Il conseille aussi vivement aux femmes de se débarrasser de leur voile -il désignait alors le voile intégral ou la voilette cachant le visage -, sans toutefois en interdire le port : « Je vois parfois des femmes... qui se cachent la face avec une écharpe ou une pièce de tissu ressemblante... Que signifie ce bizarre accoutrement... pour une mère civilisée, une fille de notre patrie ? »

Le changement capital se produit le 17 février 1926, avec le vote, par l'Assemblée nationale, d'un code civil moderne appelé « Türk Medeni Kanunu », qui va faire des femmes des citoyennes à part entière. La polygamie est interdite, le mariage civil devient obligatoire, la femme obtient le droit au divorce et à la garde des enfants, elle hérite à l'égal des hommes et acquiert la gestion de ses biens.

Tout cela se poursuit en 1930, lorsqu'une nouvelle loi permet aux femmes d'accéder à la gestion de leur ville par le vote aux municipales, mais aussi d'être



élues. Pour célébrer cette réforme, l'Union des Femmes turques organise d'ailleurs, le 11 avril 1930, un immense meeting à Istanbul, sur la place de Sultanahmet. Cette conquête des droits politiques se poursuivra en 1933, avec la possibilité donnée aux femmes de devenir « muhtar », c'est à dire chef de quartier, et culminera le 5 décembre 1934, lorsque la femme turque obtient le droit de vote et l'éligibilité, ce qui permettra à dix-sept femmes de devenir députés l'année d'après.

Bref, la république a proclamé l'égalité entre les sexes et a permis aux femmes d'étudier, d'exercer un métier, d'être l'unique épouse de leur conjoint, d'hériter, de voter et d'être élues. C'est pour cela qu'indépendamment de toute mouvance politique, qu'elles soient modernes ou conservatrices, des millions de femmes turques continuent de vénérer le souvenir d'Atatürk.



Vers la fin du traditionnel couple franco-allemand ?

« Couple franco-allemand » est une expression qui revient souvent depuis la fin de la seconde guerre mondiale, et plus particulièrement depuis la naissance de l'Union européenne. Dans la perspective d'éviter une nouvelle guerre et de mettre fin au revanchisme, de gros efforts sont entrepris par les deux États pour se rapprocher. À deux, le couple a été le principal moteur de la construction de l'Union européenne. Si cette collaboration a fonctionné pendant de nombreuses années, il semblerait qu'elle rencontre aujourd'hui des difficultés. Doit-on s'attendre à un divorce ?

Le couple franco-allemand, fer de lance de la construction européenne

L'expression « couple franco-allemand » remonte aux années 1970 et à l'étroite collaboration entre Valéry Giscard d'Estaing, alors président de la République française, et Helmut Schmidt, chancelier fédéral d'Allemagne. Au fil des années, le binôme est resté solide et a peu été victime des affiliations partisanes des dirigeants.

En réalité, le premier couple franco-allemand fut constitué de Charles de Gaulle et Konrad Adenauer. Cette proximité, peu évidente au premier abord, trouvait son fondement dans un passé commun d'opposition au nazisme. Le couple est officialisé par le traité de l'Élysée du 22 janvier 1963 qui organise une coopération dans de nombreux domaines, dont l'économie et les affaires étrangères.

« Jamais rien sans la France » déclarera par la suite Helmut Schmidt, qui expliquera après la mort de Valéry Giscard d'Estaing que les deux dirigeants avaient voulu mener « une conduite intelligente des affaires économiques des pays occidentaux ». Ensuite, le couple François Mitterrand-Helmut Kohl sera à l'initiative de l'Eurocorps (un groupe d'armée

regroupant des contingents de plusieurs pays européens), puis du lancement de la chaîne Arte, véritable symbole culturel de la coopération franco-allemande. Angela Merkel, quant à elle, a dû collaborer avec Nicolas Sarkozy, François Hollande, puis Emmanuel Macron, avec qui elle a cherché à relancer la construction européenne.

Enfin, depuis 2021 évolue le couple Emmanuel Macron-Olaf Scholz. La construction européenne semble être affichée comme l'une des priorités dans la perspective d'autonomie stratégique de l'Europe et de développement d'une politique industrielle commune. Avec le début de la guerre en Ukraine, les deux États piliers de l'Union européenne se doivent de montrer une collaboration plus solide que jamais.

Mais tout n'est pas tout rose pour le duo historique...

Bien que sur le papier les deux États semblent déterminés à intensifier leurs relations, il semblerait que des points de discorde viennent entacher cette volonté. Les questions de défense, notamment, constituent un sujet épineux. Par exemple, le projet d'un système de défense aérienne et antimissile commun

à quinze pays européens se fera sans la France qui refuse de se fournir auprès d'industriels extra-européens. De son côté, Berlin s'est désengagé de plusieurs programmes de défense, comme l'hélicoptère de combat Tigre MK3 porté par la France et l'Espagne.

On constate également des divergences notables en matière de politique énergétique. Alors que l'Allemagne souhaite sortir du nucléaire au plus vite, la France est persuadée que l'énergie nucléaire est le meilleur moyen actuel de répondre aux nécessités de la neutralité carbone. La France continue de reprocher à l'Allemagne de faire cavalier seul sur des sujets importants et d'agir sans consultation préalable. L'un des points de discorde les plus importants réside dans les 200 000 milliards d'euros annoncés par le gouvernement allemand pour atténuer les effets de l'attaque russe sur la hausse des coûts de l'énergie et de l'inflation. Certains États, dont la France, craignent



une fragilisation des économies suite à cette décision. Ne pouvant pas tous se permettre de débloquer une telle somme, ils plaident en effet pour une coordination de la politique à mettre en place.

Le couple franco-allemand existe bel et bien toujours malgré ces dissonances. Dans un contexte de guerre en Ukraine, il semble important d'unir les volontés des deux pays et de réfléchir à de nouvelles coopérations. Pour faire face aux crises européennes, telles que le changement climatique ou encore la crise migratoire qui met l'Europe à l'épreuve depuis quelques années, il est nécessaire que l'Allemagne et la France aient de bonnes relations pour être moteur des politiques de l'Union européenne.



Sirma Parman

La semaine dernière, j'ai commencé à relire un livre que j'avais lu pendant mes années d'université, dont j'avais marqué la plupart des pages et qui m'avait beaucoup apporté : *Sept jours dans le monde de l'art*, de Sarah Thornton. Dès les premières pages, le livre nous amène à réfléchir sur différents sujets. En parlant des différents rôles et acteurs dans le monde de l'art, l'auteur déclare qu'« être un artiste à succès est le rôle le plus difficile », mais que « le rôle le plus central appartient aux marchands d'art ». Une observation importante ! Nous pouvons parfois penser à l'art indépendamment de l'aspect commercial, cependant, ceux qui achètent et vendent l'art sont ceux qui dirigent l'ensemble du monde de l'art. Et si nous l'oublions, nous ne pouvons comprendre ni l'art, ni la critique d'art. Comme le dit le marchand d'art Jeff Poe, « le monde de l'art n'est pas une question

Cinq femmes mécènes à connaître

de pouvoir, mais de contrôle ». Dans cet article, je parlerai de cinq femmes mécènes qui ont pris le contrôle et façonné le monde de l'art.

Je commencerai par **Marguerite Peggy Guggenheim** (1898-1979), probablement la plus célèbre des marchandes d'art. Figurant parmi les grandes figures de l'art du XX^e siècle, issue d'une célèbre famille, Guggenheim est née à New York. Elle est entrée dans le monde de l'art grâce à son ami, l'artiste controversé Marcel Duchamp. Guggenheim a collectionné des œuvres d'art en Europe et en Amérique entre 1938 et 1946. Sa collection comprend des artistes importants tels que Picasso, Miró, Magritte, Dalí, Klee et Chagall. Elle a façonné la carrière de nombreux artistes modernes importants, dont Jackson Pollock. Guggenheim a ensuite offert à Vassily Kandinsky sa première exposition solo à Londres. Elle a également inclus dans ses expositions et sa collection des femmes artistes de

l'époque telles que Louise Bourgeois, Lee Krasner et Leonora Carrington.

Helene Kröller-Müller (1869-1939) était l'une des plus grandes collectionneuses d'art des Pays-Bas. Le musée Kröller-Müller aux Pays-Bas possède la deuxième plus grande collection d'œuvres de Van Gogh après le musée Van Gogh d'Amsterdam, et est l'un des premiers musées d'art moderne en Europe. En tant que l'une des femmes les plus riches des Pays-Bas à l'époque, elle a pu collectionner des œuvres d'artistes modernes tels que Picasso, Georges Braque, Fernand Léger, Diego Rivera, Juan Gris et Piet Mondrian.

L'Américaine **Mary Griggs Burke** (1916-2012) est une autre mécène que j'admire pour son intérêt pour l'art japonais. Parmi les collectionneurs d'art non japonais, Burke est celle qui possède le plus grand nombre d'œuvres d'art japonaises. Pour y installer sa très grande collection, Burke a même acheté un autre appar-



tement près du sien à Manhattan. À sa mort, elle a légué la moitié de sa collection au Metropolitan Museum of Art de New York, et l'autre moitié à l'Institute of Art de Minneapolis, sa ville de naissance. La galeriste française **Denise René** (1913-2012) a été l'une des principales promotrices de l'art abstrait, de l'Op Art et de l'art cinétique. Elle a ouvert sa galerie à Paris en 1945, exposant des artistes tels que Max Ernst, Francis Picabia, Arp, Kandinsky, Piet Mondrian et Kazimir Malevich. J'ai trouvé amusant qu'elle ait refusé d'exposer Yves Klein, parce que ses peintures corporelles étaient « trop figuratives » pour elle.

La marchande d'art roumano-américaine **Ileana Sonnabend** (1914-2007) est également une collectionneuse très intéressante. S'intéressant au Pop Art américain, Sonnabend a ouvert des galeries à Paris et à New York. Des œuvres de Roy Lichtenstein, Jeff Koons, Andy Warhol et Cy Twombly font partie de sa collection.



Michael Emami

Dans mon article précédent, j'ai parlé de la grandeur du génie artistique de Sandro Botticelli, de sa technique picturale et de sa brillante capacité créative. Reconnissables aux traits faciaux et corporels de ses personnages angéliques emblématiques, son talent et son style transfiguraient des modèles vivants du XV^e siècle en figures mythologiques gréco-romaines éternelles telles que Vénus et Zéphyr. Sa maîtrise des couleurs et des techniques picturales était extraordinaire, faisant de figures unidimensionnelles et plates des figures bidimensionnelles, magnifiant des sujets d'une vitalité exceptionnelle. Unique à son époque, Botticelli est encore aujourd'hui reconnu comme un artiste iconique pour la douceur et la beauté de ses œuvres. Qui n'a pas entendu évoquer ou n'a pas admiré *La Naissance de Vénus* de Botticelli au moins une fois dans sa vie ?



Pourtant, malgré la gloire et le prestige acquis à son époque en Italie, Botticelli a perdu cet état de grâce en quelques années, englué dans le prosélytisme d'un sombre individu, le moine dominicain Savonarole.

Ce prédicateur fanatique a exercé une profonde influence sur Botticelli, son cadre de pensée sur l'art et sa méthode

Le chemin de Botticelli vers l'austérité et la moralité

de peinture. Une décennie après avoir peint *La Naissance de Vénus*, Botticelli a ainsi, sous l'emprise de Savonarole, commencé à produire des œuvres qui contrastaient radicalement avec son style et son genre habituels, reniant ces chefs-d'œuvre qui avaient fait sa célébrité. Pire, ses nouvelles œuvres résolument religieuses dénotent hélas une énorme dégradation de la capacité artistique et de la forme que possédait si magistralement l'artiste auparavant. Une déchéance intellectuelle et artistique par rapport à son travail antérieur.

Telle fut l'influence néfaste de Savonarole, ce prédicateur qui se glorifiait comme un prophète et prêchait les paroles de la Bible et de l'Évangile, les utilisant comme un outil et une arme pour manipuler les masses, distillant la haine envers tout ce qui était beau et innocent. Savonarole, qui était en fait un machiavélique homme de pouvoir, a ainsi attaqué l'art, les artistes et bien entendu leurs éminents mécènes florentins, les Médicis, sous prétexte que les œuvres produites étaient religieusement dégradantes, ne visaient qu'à exploiter les pauvres et à inciter à la débauche et à la corruption. Savonarole voulait une société pure : l'art profane devait donc être détruit et remplacé par un art profondément religieux, exclusivement consacré à la représentation conforme aux dogmes de figures religieuses telles que la Vierge Marie ou

les disciples. Savonarole avait entamé ses écrits apocalyptiques et poétiques vers 1472. Son intérêt pour la religion prend racine lors d'un voyage à Bellona, en Italie, où il rejoint l'ordre mendiant des Dominicains en 1475. Après avoir quitté Bellona en 1478, il part à Florence, où il commence à enseigner la logique et la philosophie et

à faire des recherches sur l'éthique tout en travaillant à ses écrits. En 1487, il devient prédicateur-prophète dans la république de Florence alors gouvernée par les Médicis, qu'il attaque de front en brillant par son intransigeance fanatique.

À la mort de Laurent de Médicis, maître de Florence et mécène notamment de Botticelli, Savonarole continue à attaquer son successeur, Pierre de Médicis, et parviendra à le faire chasser de Florence. Il réussira alors à y instaurer un gouvernement théocratique de 1494 à 1497.

Et un sombre jour de 1495, Savonarole, dénonçant toutes les doctrines catholiques « impures », exhorte la foule et ses disciples fanatiques à brûler et détruire tout objet, peinture, livre qu'il juge blasphématoire...

Par aveuglement ou par peur, Botticelli amènera lui-même ses chefs-d'œuvre au bûcher, victime de cette prédication fanatique.

Mais alors qu'il fustigeait l'Église catholique pour ses excès, Savonarole deviendra lui-même un paria aux yeux de l'Église et du monde de l'art. Il sera exécuté en 1498. Trop tard hélas, car Botticelli, pensant qu'il devait se purifier des vanités dénoncées par Savonarole et ses idéologies fanatiques contre tous les genres artistiques, avait déjà sacrifié une grande part

de ses chefs-d'œuvre, et au-delà, son inspiration artistique elle-même.

La leçon de cette histoire est que le chemin vers l'illumination, ce n'est pas embrasser ou rejeter complètement la vie de beauté matérielle et de plaisirs, mais de réussir à ne pas céder à la haine, la trahison et l'intolérance. La philosophie malveillante de Savonarole s'est retournée contre lui : excommunié par l'église catholique, sa pendaison eut lieu à l'endroit même où il avait fait brûler livres et œuvres d'art, lui signifiant ainsi que la spiritualité pouvait être inspirée par la beauté de l'art, mais jamais par la haine et le fanatisme. Au final, Savonarole paya au prix fort ses idéologies intransigeantes de domination religieuse.